LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
www.lnr-dz.com
Quotidien d'information indépendant - n° 6815 – Mardi 21 juillet 2020 - Prix : 10 DA

Le Maghreb dans l'œil du cyclone

Octobre 1988 a semé les graines. Et malgré la guerre qui fut imposée par des élites dirigeantes en rupture culturel du peuple, le 22 février 2019 consacre le retour à la légitimité populaire contre les détournements institutionnels qui ne produisent qu'arriérations et retards coûteux sur la marche des évolutions et des maturations inéluctables. La généralisation de l'arabisation dans le pays, assise sur une foi religieuse populaire jamais démentie, l'alphabétisation massive, l'accès en nombres aux études supérieures plus impressionnant pour les filles que pour les garçons, ont produit une modernité démocratique inclusive d'une puissante identité islamique assumée, s'exprimant pleinement et au grand jour dans le champ social mais pas encore au niveau de la décision politique souveraine. La révolution française en même temps qu'elle accéléra l'émancipation de l'homme par des droits inhérents à sa nature et à son évolution, libéra l'Eglise de son carcan idéologique pour ouvrir la voie à un chemin social en expression de chrétienté première.

Lire en page 4

Le Président Tebboune :

«La relance économique exige des institutions fortes et justes»

La relance économique exige d'améliorer le climat des affaires en débarrassant l'environnement politique de l'influence et de la pression exercées par l'argent, surtout quand il s'agit d'argent sale. Lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a expliqué que la véritable relance de l'économie nationale requiert l'établissement d'un contrôle à travers des institutions fortes, ajoutant que la relance économique impliquait l'assainissement, la lutte contre la corruption et la récupération des fonds détournés, pour éviter que ne se reproduisent les anciennes pratiques et leurs conséquences immorales en termes de transactions économiques.

Lire en page 2

© Photo : D.R

Chiffre du jour

Feux de forêts à Tébessa : mobilisation de 60 éléments de la Protection civile

djelfa

Échos positifs des citoyens au confinement partiel prorogé dans huit communes

La décision de réaménagement des horaires du confinement partiel à domicile dans huit (8) communes de Djelfa (de 17h00 au lendemain 05h00) a été positivement accueillie tant par les citoyens, que les commerçants et les transporteurs publics et privés de la wilaya, a constaté l'APS.

tizi ouzou

des solutions à court, moyen et long terme pour améliorer l'alimentation en eau potable

Des solutions à court, moyen et long terme, susceptibles d'améliorer l'alimentation en eau potable à Tizi-Ouzou, seront engagées prochainement, a-t-on indiqué dimanche lors d'une séance de travail organisée au siège de la wilaya en présence du Secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Kamel Eddine Mihoubi.

khenchela-coronavirus

Affluence timide pour l'achat de moutons

Les fermes de la wilaya de Khenchela connaissent une affluence timide de citoyens en quête d'un mouton destiné au sacrifice de l'Aïd, compte tenu du renforcement des mesures de prévention et de confinement à l'échelle nationale, en sus de la fermeture des marchés de vente de bétail suite à une décision du wali.

Le Président Tebboune :

«La relance économique exige des institutions fortes et justes»

La relance économique exige d'améliorer le climat des affaires en débarrassant l'environnement politique de l'influence et de la pression exercées par l'argent, surtout quand il s'agit d'argent sale. Lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a expliqué que la véritable relance de l'économie nationale requiert l'établissement d'un contrôle à travers des institutions fortes, ajoutant que la relance économique impliquait l'assainissement, la lutte contre la corruption et la récupération des fonds détournés, pour éviter que ne se reproduisent les anciennes pratiques et leurs conséquences immorales en termes de transactions économiques.

Tebboune : «Ces institutions fortes permettront également aux citoyens de contrôler la gestion et les deniers publics». (Photo : D.R)

Estimant que «le traitement nécessitait d'abord un bon diagnostic, le Président Tebboune a préconisé, dans ce sens, de pallier les lacunes existantes dans les lois notamment celles ayant trait à l'investissement et à l'économie afin de renforcer le contrôle», précisant que «la Constitution et les lois à venir permettront de consacrer la bonne foi au sein de la société et d'éviter la répétition des erreurs du passé». Exhortant les citoyens à dénoncer la corruption et les dépassements, le président de la République a mis en avant l'impératif d'avoir une justice forte pour la dissuasion des contrevenants et la protection du simple citoyen, «la plus grande victime de ces pratiques, comme la corruption». S'agissant de la récupération de l'argent détourné, le Président Tebboune a réitéré son engagement «quant à la récupération de ces fonds une fois toutes les données disponibles». Il a affirmé en outre que «la nouvelle Constitution permettra de renforcer le contrôle à travers les institutions et la moralisation de la vie politique et économique», estimant que «la décision économique doit être institutionnelle transparente et non individuelle».

Partant, a-t-il ajouté, ces institutions fortes permettront également aux citoyens de contrôler la gestion et les deniers publics, ce qui permettra de concrétiser le véritable progrès tant au plan social, que politique et économique. Par ailleurs, le Président Tebboune a récusé l'idée - colportée il y a une trentaine d'années en Algérie - selon laquelle le pétrole serait une malédiction. «La richesse des hydrocarbures est une bénédiction», a-t-il affirmé. C'est, a-t-il expliqué, l'absence de justice et la persistance de l'esprit de dépendance qui ont transformé cette bénédiction en malédiction. «Il est temps de convertir cette richesse en outil de développement», estime le Président Tebboune, tout en réaffirmant sa conviction que l'économie ne peut pas demeurer dépendante des hydrocarbures et qu'il est impératif de la libérer de cette dépendance, de rechercher et d'explorer des ressources alternatives où la ressource humaine sera la base du véritable décollage de l'économie nationale. Le Président s'est engagé sur un défi inédit en déclarant que «l'Etat est déterminé à réduire l'incidence des hydrocarbures sur l'économie nationale à 20 % d'ici fin 2021», à condition, a-t-il ajouté, que les acteurs de l'économie nationale conjuguent leurs efforts pour concrétiser cet objectif. Le Président Tebboune fait observer, à l'appui, que «l'économie de la connaissance et de l'intelligence est la base, d'autant que l'Algérie est, jusqu'à présent, vierge et recèle de grandes richesses non encore exploitées. Malheureusement, la mentalité rentière a gangrené l'économie nationale de longues décennies durant, à un point où nous sommes arrivés à importer des vis, ce qui est inacceptable». «L'appui de secteurs tels que l'agriculture et les startups, parallèlement à la limitation de l'importation anarchique, contribuent à la réalisation de la diversification économique escomptée», a soutenu le président de la République. Le succès de cette démarche dépend de l'existence d'une «réelle volonté et d'une bonne foi pour opérer le changement du modèle économique», a-t-il expliqué, plaidant, en outre, pour la moralisation de la vie économique. Les efforts de l'Etat seront principalement focalisés sur la création d'un tissu fort de petites et moyennes entreprises (PME) sous-tendu par un tissu de startups innovantes et de micro-entreprises, a indiqué le Président Tebboune soulignant que ce tissu sera la locomotive de l'économie nationale à l'avenir. La rencontre prévue les 16 et 17 août prochain consacrée au Plan de relance socio-économique constituera la plate-forme de base pour aller vers une économie axée sur l'innovation et la diversification».

Lakhdar A.

Etat social : Le sachet de lait et le Jet

Lors de l'entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a utilisé une métaphore saisissante pour montrer les inégalités qu'il appelle à combattre. D'un côté, un enfant qui subit l'épreuve de la chaîne pour acheter un sachet de lait et de l'autre un «enrichi» qui vole en jet privé. Le Président Tebboune arrivera-t-il à mobiliser pour mettre un terme à de telles injustices, inadmissibles en Algérie, pays qui a été libéré du colonialisme grâce à la lutte et aux sacrifices des couches populaires essentiellement rurales, qui étaient dépossédées, privées de tout et livrées à la misère? Ce n'est pas la première fois que le Président Tebboune parle assez longuement de la misère dans ce qu'il appelle les «zones d'ombre», délaissées, que personne ne voit et surtout pas les responsables qui sont en permanence en tournée en grande pompe juste à côté.

Ces «digressions» agacent les égoïstes plus ou moins nantis qui veulent que le Président ne regarde que vers eux et leur donne comme dans les quatre décennies qui ont précédé, presque tout le revenu national, et rien ou très peu pour le reste de la population et encore moins pour les zones d'ombre. C'est sur une question d'une pertinence remarquable sur sa conception de l'Etat social, que le Président Tebboune a lancé la métaphore soulignant le contraste entre le besoin élémentaire du sachet de lait et le super luxe de l'avion privé.

L'Etat social ne tolère pas, a-t-il expliqué, que des citoyens soient obligés de vivre dans des taudis alors qu'une autre catégorie de citoyens bâtissent des demeures décentes pour que leurs enfants vivent convenablement alors que d'autres enfants n'ont pas le transport scolaire. L'Etat social, a-t-il poursuivi, est un Etat fidèle à ceux qui se sont sacrifiés pour l'édification d'un pays juste, où la pauvreté est combattue. D'où, «l'impératif de la répartition équitable du revenu national entre les citoyens». Le Président Tebboune a rappelé que son programme repose sur la préservation de la dignité du citoyen et vise l'émergence d'une nouvelle génération à travers l'égalité des chances pour tous les Algériens.

Il ne peut y avoir de démocratie sans égalité des chances. Le Président est un novembriste ; l'Etat social qu'il œuvre à édifier, est un Etat fort qui consacre la justice et préserve les droits des faibles. Les disparités sociales sont une bombe à retardement menaçant l'unité nationale, a-t-il averti. Depuis qu'il a été élu à la tête du pays, le 12 décembre 2019, le Président Tebboune n'a cessé de rappeler que «la préservation du caractère social de l'Etat est partie intégrante des principes de la Déclaration du 1er Novembre».

L. A.

REPÈRE

Violences contre le staff médical

Le Chef de l'Etat annonce des peines allant jusqu'à 10 ans de prison ferme

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a fait état d'un durcissement des sanctions contre les agresseurs des staffs médicaux dans les hôpitaux, «et ce, en vertu d'une ordonnance présidentielle ayant force de loi», qui sera signée durant la semaine prochaine.

«En tant que personne, que citoyen et Président, ça me peine que des médecins et des infirmiers, qui n'ont pas vu leurs enfants depuis quatre mois, soient victimes d'agressions», a déclaré le président de la République lors d'une entrevue accordée à des médias nationaux, diffusée dimanche soir. Qualifiant ces personnels de «véritables moudjahidine», le président de la République a tenu à assurer «au nom du peuple algérien que les médecins sont sous l'entière protection de l'Etat algérien et du peuple algérien». Après avoir déploré de tels agissements, le Président Tebboune a mis en garde que toute agression contre le personnel médical, qu'elle soit physique ou verbale, exposera son ou ses auteurs à des peines sévères «oscillant entre 5 et 10 ans de prison ferme.»

Djamila Sai

Voir sur Internet
www.lnr-dz.com

Abdelmadjid Tebboune :

«Certaines personnes tentent de semer la zizanie et d'affaiblir le pays»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a assuré, dans la soirée d'avant-hier dimanche, lors de son entrevue avec la presse, que les choses progressaient bien. En dépit, a-t-il indiqué, de certaines personnes qui, en raison de leur manque de foi et de nationalisme, tentent de semer la zizanie et d'affaiblir le pays. «De tels agissements ne sauraient entamer notre volonté surtout face à l'optimisme affiché par les citoyens, notamment des quartiers populaires de tout le pays », a fait savoir le chef de l'Etat affirmant que l'objectif auquel il œuvrait était le salut de la patrie qui est un devoir national et un droit pour tous les Algériens.

«Tout un chacun, a poursuivi Abdelmdjid Tebboune, est le bienvenu pour contribuer à sortir de la situation que vit le pays et mettre fin à la mentalité de l'exclusion pour la simple raison d'un changement dans le poste de responsabilité». «La voie est ouverte à toutes les compétences nationales», a ajouté le chef de l'Etat, réaffirmant, au passage, sa volonté de rétablir la cohésion entre le peuple algérien.

Le président de la République a, à l'occasion, plaidé pour une rupture définitive entre le passé et le présent en vue, de construire un avenir qui soit le prolongement du présent. Estimant que le changement structurel du nouvel Etat qui consacre la justice et préserve les droits des faibles, et qui garantit l'égalité des chances, combattant la pauvreté et veillant à la répartition équitable du revenu national, passait par une nouvelle Constitution qui tire les enseignements de toutes les précédentes pour être consensuelle et pérenne. D'où, a encore indiqué le chef de l'Etat, l'impératif de parvenir à des lois garantissant la moralisation de la vie politique et économique et à des décisions économiques institutionnelles transparentes et pérennes permettant aux citoyens de contrôler les deniers publics. Il y a une forte forte volonté politique pour le changement, a fait savoir le président de la République, mettant en avant la nécessité, pour sa réussite, le soutien des citoyens. «La société civile a un rôle axial dans la prise en charge des problèmes quotidiens du citoyen et le mouvement associatif est le cœur battant de la société, d'où la désignation d'un Conseiller spécial», a encore indiqué le chef de l'Etat. Considérant que les disparités sociales sont une bombe à retardement, menaçant l'unité nationale.

Le Président Tebboune a, à l'occasion, insisté sur l'impérative lutte contre toutes les formes de corruption portant atteinte au pays et au citoyen à la fois, à leur tête la corruption qui affecte directement le citoyen, victime de chantage pour un droit. Faisant cas, au passage, de plusieurs cas de corruption dont les auteurs ont été sanctionnés, le chef de l'Etat a exhorté les citoyens à dénoncer tout dérapage et à défendre leurs droits dans le cadre de la loi. «L'argent sale donne lieu à des institutions faibles», a-t-il dit, convaincu que l'édification de la nouvelle Algérie par les bras de tous ses enfants, passe par la volonté politique, le nationalisme et sans exclusion aucune. Mettant en avant les compétences de la nouvelle génération, fruit de 110 universités et Ecoles supérieures, a-t-il dit encore, le chef de l'Etat a insisté à ce que la voie soit ouverte aux 200.000 diplômés annuellement de s'engager dans la vie politique et de constituer une nouvelle génération d'entrepreneurs afin de donner un nouveau souffle aux instances élues et à l'économie.

Evoquant le volet économique, le président de la République a fait état des changements radicaux à initier prochainement en vue de libérer l'économie nationale, de la mentalité rentière et lui permettre d'être créatrice de richesse et de favoriser la compétitivité et l'innovation. Une économie où la ressource humaine est le fondement du développement. «Les efforts de l'Etat seront principalement focalisés sur la création d'un solide tissu de petites et moyennes entreprises (PME) sous-tendu par un réseau de startups innovantes et de micro-entreprises», a assuré Abdelmadjid Tebboune, affirmant que ce tissu sera la locomotive de l'économie nationale à l'avenir.

Rabah Mokhtari

BRÈVE

Le Président Tebboune désigne Chikhi pour travailler sur les questions mémorielles avec Paris

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, dimanche, la désignation du conseiller auprès de la Présidence, chargé des archives et de la mémoire nationale Abdelmadjid Chikhi, en tant que représentant de l'Algérie pour mener le travail en cours avec l'Etat français sur les dossiers inhérents à la mémoire nationale et à la récupération des archives nationales. Lors de son entrevue périodique accordée à des responsables de médias nationaux, Tebboune a fait savoir qu'il avait chargé Chikhi de représenter l'Algérie pour mener le travail en cours sur les dossiers de la mémoire nationale avec l'Etat français, représenté par l'historien Benjamin Stora. Le président de la République a loué la grande compétence de Chikhi dans ce domaine, étant «le plus informé» des dossiers devant être traités par les deux parties, particulièrement au vu de son expérience accumulée en occupant le poste de Directeur général des Archives nationales. A ce propos, le Président Tebboune a rappelé avoir convenu avec son homologue français que les deux parties travailleront dans ce sens «de façon normale», relevant que «les choses sont devenues presque claires et sans crispation aucune». Pour Tebboune, la désignation par le Président Macron de l'historien Benjamin Stora s'inscrit dans le cadre «de la facilitation des choses en vue de sortir de la crispation politique et de l'exploitation politicienne».

Evoquant les relations économiques liant l'Algérie à ses différents partenaires parmi les pays frères et amis, le président de la République a dit : «On n'a pas exclu la France. Nous œuvrons à récupérer notre mémoire nationale, tout en travaillant d'égal à égal avec la France (dans les autres domaines), comme dicté par les intérêts de chaque pays».

R. N.

Début des assises nationales sur la réforme fiscale

Djerad plaide pour l'économie formelle et la conformité fiscale

La fiscalisation de l'économie informelle et l'élargissement des impositions pour diversifier la fiscalité ordinaire au-delà de l'Impôt sur le revenu global (IRG) sont à la lumière des premières assises nationales sur la fiscalité qui ont démarré hier. Lors de son allocution d'ouverture, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a reproché à l'économie informelle d'être à l'origine de l'absence de conformité fiscale en raison de la répartition inégale des charges fiscales sur le contribuable. Il a pointé du doigt le manque d'engagement et d'honnêteté de nombreux opérateurs économiques qui ne s'acquittent pas de leurs droits exigibles, mais aussi contribuent à la prolifération du marché de l'informel dans le pays.

En effet, la transparence de l'administration fiscale, la lutte effective contre la fraude fiscale et l'informel, qui ont eu des conséquences profondes et délétères sur l'économie nationale, permettront de relancer l'investissement économique. Dans cette perspective, la nécessité de revoir en urgence le système fiscal du pays s'affirme et les assises nationales sur la réforme fiscale devront définir les critères à prendre en compte pour réformer l'informel et les impositions. Il en ressort du taux de recouvrement fiscal de la fiscalité ordinaire que la contribution de l'IRG est insignifiant en raison des inégalités relevées dans la gestion de l'administration fiscale.

«La réforme fiscale nationale doit intégrer le principe d'équité mais aussi la numérisation et l'efficacité de l'administration concernée afin que l'impôt puisse être en adéquation avec les défis de la nouvelle vision économique du pays», a-t-il souligné, insistant sur l'impératif «de passer par la lutte contre l'économie parallèle qui constitue un préjudice pour la conformité fiscale». Sachant que l'argent informel qui circule hors le circuit bancaire s'élève à plus de 80 milliards de dollars, ce qui constitue un crime financier contre l'Etat et le contribuable.

Il a, dans ce sens, critiqué «l'absence de contribution aux recettes fiscales des opérateurs activant dans le circuit parallèle ce qui oblige les opérateurs activant dans la légalité à supporter l'ensemble de la charge fiscale», les accusant «de réduire l'efficacité des politiques publiques dans le cadre du soutien de l'investissement car cela constitue un obstacle à la bonne marche de l'économie nationale».

Pour M. Djerad l'avenir de la relance de l'économie nationale repose sur la réforme fiscale qui permettrait, selon lui, de «relever les défis économiques futurs devant être relevés dans le cadre du nouveau programme économique, nécessitent d'intégrer dans cette réforme, un système fiscal en accord avec la nouvelle vision économique du pays», citant l'exemple «de la promotion des start-ups, basée sur la numérisation et pouvant permettre à notre pays de sortir de sa dépendance aux produits d'extractions et l'intégrer dans la chaîne de valeurs internationales».

La remise à plat du système financier permettra de mettre fin à l'érosion de la base des impositions qui est «anormale» en termes de contribuables, reposant particulièrement sur l'IRG. Quant au recouvrement de la fiscalité ordinaire, il est plombé par les «fuyards» d'impôts qui profitent des failles de l'administration fiscale. De son côté, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane a indiqué que «ces assises doivent permettre de personnaliser le système fiscal et de trouver les outils et méthodes d'améliorer la fiscalité en accord avec les objectifs fixés par les autorités du pays et les exigences des citoyens».

Samira Takharboucht

CONFLIT

Règlement de la crise libyenne

Le Président annonce des concertations avec les parties internationales

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a fait état, dans la soirée d'avant-hier dimanche, des concertations permanentes avec toutes les parties internationales en vue de parvenir, dans les meilleurs délais, à une solution à la crise dans ce pays frère. Dont, a-t-il indiqué, des contacts avec les Présidents russe Vladimir Poutine, tunisien Kaïs Saïed et français Emmanuel Macron mais aussi des canaux de communication et de concertation avec de nombreux pays, à l'instar de la Mauritanie, la Turquie, l'Egypte et bien d'autres au niveau des ministres des Affaires étrangères. Déplorant, au passage,le non-respect par plusieurs parties des conclusions de la Conférence de Berlin.

S'exprimant lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, le chef de l'Etat, s'est, à l'occasion, dit optimiste quant au règlement de cette crise, annonçant, au passage, une possible initiative algéro-tunisienne pour la résolution de la crise libyenne. «Le règlement du conflit entre Libyens passe impérativement par la table du dialogue et que l'usage des armes n'a et ne sera jamais la solution», a insisté le Président Tebboune, non sans rappeler la position équidistante de l'Algérie.

L'Algérie, s'agissant des décisions individuelles, a-t-il poursuivi, ne soutient ni les unes ni s'oppose aux autres. «Nous refusons d'être mis devant le fait accompli», a poursuivi le chef de l'Etat, assurant que l'Algérie n'a aucune volonté de faire cavalier seul et ne peut imposer une quelconque initiative ou solution sans parrainage des Nations unies et du Conseil de sécurité.

Si l'on veut le bien du peuple libyen, a encore poursuivi le chef de l'Etat, il faut le laisser décider de son propre destin sur la base de la légitimité populaire, sous l'égide des Nations unies. «Etant proches du peuple libyen, nous avions mis en garde contre certains agissements », a ajouté Abdelmadjid Tebboune.

Faisant observer que les Libyens sont isolés à l'exception de deux pôles à l'Est et à l'Ouest du pays, le Président de la République, a regretté les tentatives d'implication de certaines tribus libyennes dans le conflit armé ces dernières 24 heures, non sans dire son inquiétude de voir ce pays transformé en champs de bataille entre grandes puissances.

«C'est là une situation très dangereuse qui pourrait faire basculer la Libye dans le même sort que la Somalie», a encore poursuivi le chef de l'Etat.

R. M.

Le Maghreb dans l'œil du cyclone

Les bombardements émiratis de la Libye, à coups d'avions de guerre non identifiés volant à basse altitude, ne trompent aucun radar. Cette capitale dont nous doutons qu'elle soit réellement arabe, Abou Dhabi, porte une responsabilité écrasante dans le malheur du peuple libyen qu'elle ne partage qu'avec la France, pays de l'athéisme révolutionnaire universel comme le constitutionalisme philosophique qu'elle inventa. Ce sont des Rafales de chez Dassault qui ont inauguré en 2011 la destruction par la France de l'Etat-national en Libye et ce sont les mêmes usines françaises qui produisirent les Mirage 2000 émiratis, responsables des destructions continues à Tripoli, dans ses banlieues et jusque dans ses écoles pour enfants. Ainsi est payé par les Libyens le tribu du sang en paraphe du pacte passé entre le laïcisme intolérant de la République française jusque dans ses expressions anti-islamiques primaires et la détestation de l'islamisme politique dans tout l'éventail de ses expressions par les Emirats Arabes Unis et leurs puissants alliés saoudiens.

La Tunisie a échappé de peu au même sort lorsque la claque infligée au vendeur ambulant Mohammed Bouazizi a retentit dans tout le monde arabe en descendant de leurs piédestaux, les familles régnantes de la terreur et de l'argent sises à Carthage. Et c'est quasiment en raison de cette ironie de l'histoire, que les monarchies du Golfe n'ont pas vu venir, que le mouvement islamiste d'Ennahda s'est retrouvé introduit dans le jeu politique tunisien par le souffle de la révolution populaire. Depuis, Tunis n'a jamais été aussi proche d'Alger jusqu'à considérer dans certains milieux avancés une dynamique commune dont la sincérité n'a jamais été le fort de l'ex-dictateur Zine El-Abidine Ben Ali.

Octobre 1988 a semé les graines. Et malgré la guerre qui fut imposée par des élites dirigeantes en rupture culturel du peuple, le 22 février 2019 consacre le retour à la légitimité populaire contre les détournements institutionnels qui ne produisent qu'arriérations et retards coûteux sur la marche des évolutions et des maturations inéluctables. La généralisation de l'arabisation dans le pays, assise sur une foi religieuse populaire jamais démentie, l'alphabétisation massive, l'accès en nombres aux études supérieures plus impressionnant pour les filles que pour les garçons, ont produit une modernité démocratique inclusive d'une puissante identité islamique assumée, s'exprimant pleinement et au grand jour dans le champ social mais pas encore au niveau de la décision politique souveraine. La révolution française en même temps qu'elle accéléra l'émancipation de l'homme par des droits inhérents à sa nature et à son évolution, libéra l'Eglise de son carcan idéologique pour ouvrir la voie à un chemin social en expression de chrétienté première. La démocratie chrétienne est née au milieu du XIXème dans le sillage de l'athéisme révolutionnaire, en réfutation de la négation par les sans-culottes de Dieu d'une part, mais aussi en réaction aux compromissions de l'Eglise, au profit de l'ordre monarchique ancien, contre les croyants. Tout mécanisme d'émergence historique n'étant pas forcément comparable par ailleurs, c'est ce qui se joue, dans la sphère de l'idéologie religieuse, pour la nation arabe et plus particulièrement pour le Maghreb. Nous assistons dans notre ère maghrébine à la lente formulation de la modernité, en identité islamique en cours d'élaboration d'un devenir politique au sein d'Etat-nations marqués par une double appartenance : celle de leur trajectoire nationale influencée par leurs spécificités culturelles mais guidée par une communauté de destin relevant de l'aspiration universelle propre à l'arabo-islamité. C'est tout l'enjeu de la guerre contre la Libye qui est en réalité une guerre contre le Maghreb et plus encore une lutte à mort contre l'émergence d'un islam tolérant et démocratique, faisant du champ religieux le territoire d'une sécularisation féconde.

Une nouvelle ère régionale s'ouvre devant nous

Cette perspective s'est renforcée du mouvement du 22 février 2019, suivi avec passion dans toutes les chaumières tunisiennes en interrogations d'un avenir partagé par les gènes, la langue, la foi, les us et coutumes mais aussi les référents politiques républicains, démocratiques, populaires dans le cadre de… valeurs islamiques comme le prédirent les révolutionnaires du Premier Novembre 1954. Jamais des principes ne furent autant d'actualité à tel point que le sous-produit de la pensée néocoloniale nous suggère, effrayée, d'amputer la désignation officielle du pays de son identité profonde, pour en couper les racines arabes et islamiques, comme d'autres insistent à faire comparaître Messali Hadj et le FLN à la potence d'une histoire qui leur enseigna que les Gaulois furent, un jour, nos ancêtres. Selon eux, nous devrions nous contenter de la République d'Algérie, en lieu et place d'un nom programmatique pour l'Etoile nord-africaine de la fière ambition des Didouche Mourad, Larbi Ben M'hidi, Zighout Youcef et Krim Belkacem qui fait notre spécificité, entre mille reconnaissables, parmi les nations. La France et les Emirats Arabes Unis bombardent en Libye les tribus car elles sont les seules à porter l'Etat-national en invention de l'Islam démocratique politique en cours alors que Messieurs Serraj et Haftar font la promotion d'une Libye fédérale de leurs intérêts pétroliers. C'est là tout le sens dramatique du conflit libyen entretenu par les monarchies du Golfe qui ne souffrent de voir émerger des aspirations populaires et démocratiques inspirées de l'Islam de la tolérance, senoussiya malékite en Libye, tidjaniya, quadiriya, jilaniya ou habriya en Algérie, chadhliya et daoudiya en Tunisie, bouzidiya et nassiriya au Maroc pour ne citer que quelques-unes de nos saintetés identitaires encore bien vivantes socialement et travaillant jusqu'à aujourd'hui à l'élévation vers des catégories universelles comme le bien, la morale, la droiture, la charité, la dévotion, la sincérité etc. C'est cet islam maghrébin populaire qui est assiégé par les tenants du conservatisme réactionnaire du Machrek qui craignent, au-delà de tout ce que nous pouvons imaginer, la réussite d'un modèle démocratique islamique populaire qui les emporterait inéluctablement.

Quid du débat constitutionnel en Algérie ?

Le premier temps de la surprise tunisienne passé, c'est la France, fille mineure et vénale des Cheikhs de la réaction arabe qui piégea de son constitutionalisme les débats en Tunisie jusqu'à recommander un parlementarisme qu'elle ne saurait mettre en œuvre sous les dorures de ses propres palais républicains. La discussion pusillanime leurra par son impuissance expressive le mouvement démocratique dans toutes ses composantes, paralysant les progrès matériels dans ce pays frère que les forces conservatrices instrumentalisent pour lui faire porter la responsabilité de la crise économique et sociale.

En Algérie, le « Hirak béni » est un formidable accélérateur des retards que la contre-révolution nous fit prendre dès octobre 1988. Le mouvement social du 22 février 2019 a remis de l'ordre dans les priorités de la nation, à commencer par la réforme impérative de la Constitution. Si son article 31 consacre dans son projet une nouvelle vision pour la défense du pays en interactivité de son destin maghrébin, elle est bien plus timorée sur les aspects de la démocratisation définitive de la vie politique et hésite à faire sauter le verrou de la seconde Chambre (le Conseil de la nation) qui continue d'avoir la haute main par l'article 149, sur la réalisation des lois. Ce droit de veto qui ne dit pas son nom est un archaïsme qui plombera notre action internationale. Il ne suffit pas d'avoir une armée forte et une Constitution qui permet son usage conditionné à l'extérieur du pays, encore faut-il que cette entreprise exceptionnelle ne soit entachée d'aucune réserve en légitimité démocratique. Cela ne serait bien évidemment pas le cas, si la mouture définitive de la Constitution en cours de discussion, ne donne pas le dernier mot à la navette des lois au bénéfice de l'Assemblée Nationale de la souveraineté populaire indiscutable. Mais ce n'est pas là une simple discussion d'ordre démocratique, pesant le pour et le contre d'options institutionnelles et de leurs éventuelles avantages ou carences supposées sur le devenir des évolutions politiques. En réalité il s'agit d'une question profondément anthropologique qui viendra nourrir l'arabité, l'islamité et la berbérité. En effet, l'islam politique bien compris de la modération et de la raison constructive, sans sa dimension démocratique et populaire n'atteindra pas son véritable objectif de modernisation. Ces renforcements de notre personnalité, nous les souhaitons aussi solides dans leurs entrechevements culturels que la formulation d'une armature d'acier de qualité supérieure venant solidifier en cimentations la société civile, et en prolongement, l'Etat. Nos influences viendront alors en symbiose de ceux de nos voisins tunisiens, qui ont déjà accompli l'effort sur eux-mêmes de dépassements de faux clivages, entretenus par les puissances internationalisées voulant nous faire confondre modernité et renoncements de nos valeurs spirituelles et culturelles. Le Maghreb uni, fédéré, concentré sur ses objectifs communs et non plus sur des chimères particulières et vaniteuses a, paradoxalement, la possibilité d'affirmer avec force une singularité de l'autonomie politique acquise de haute lutte, celle de la revendication tranquille et assumée de l'inclusion de l'Islam politique de la tolérance dans le jeu politique institutionnel en construction de devenir maghrébin républicain. C'est ce qui est désormais naturellement assumé en Tunisie, promis à l'intégration politique en Algérie par le 22 février 2019 mais en voie d'étouffement en Libye par les bombardements de comploteurs qui ont perdu tout sens de l'arabité, enrageant de voir émerger un pôle démocratique de la tolérance islamique dans le Maghreb. A bien y réfléchir, c'est l'idéal maghrébin qui est bombardé à Tripoli. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de développer une action diplomatique commune algéro-tunisienne, pour la sauvegarde de la Libye malékite avant que d'autres ne cherchent à la faire basculer dans des traditions wahhabites qui ne lui ressemblent pas.

Cette action en synergie fonderait une pierre précieuse dans la construction intermaghrébine pour signifier au monde que ce qui nous rapproche est de loin plus grand que ce qui nous différencie. Ce serait également un très fort signal donné à la «communauté internationale» que le Maghreb se vit en une seule entité et que la guerre dans une des parties de son expression est une mutilation insupportable pour le reste de sa réalité culturelle et bientôt politique. Cela nous concerne en tant qu'Algériens encore peut être plus que les Tunisiens. Non seulement les Libyens, Etat et peuple, nous ont soutenu par des armes et de l'argent durant la Révolution mais plus encore, la senoussiya des confréries religieuses, dont ils se réclament tous, est algérienne et la contempler c'est mieux nous comprendre dans le miroir de notre propre histoire du XIXème siècle. Ce sont-là des liens en spiritualité de chair et de sang qui ne peuvent en aucun cas se renier. Cela fait maintenant presque 10 ans que le peuple libyen vit les affres de l'effondrement de son Etat-national. En raison de ces souffrances continues se fait jour de nouvelles consciences chez les tribus, qui, tout en étant attachées à leurs identités culturelles, intègrent de plus en plus impérieusement la nécessité désormais vitale, au sens premier du terme, de se doter d'institutions étatiques solides pour une exploitation rentière au bénéfice de tous. L'émergence du rôle des tribus prend dès lors une nouvelle signification. Elle est l'expression d'une volonté étatique là où hier cette dernière était dominée par les seuls Kadhadfa. Ce nouveau contrat tribal, nous allions dire social tant nous sommes dans une phase transitoire de la transformation de l'imaginaire politique en Libye, est soutenu par une matrice confrérique majoritaire qui constitue le cœur de l'identité libyenne moderne. C'est cela qu'il s'agit d'encourager en Libye. C'est important pour les Libyens eux-mêmes afin qu'ils retrouvent la paix civile. C'est également essentiel pour une construction maghrébine de la profondeur arabe et islamique, dans le respect des minorités culturelles nombreuses de notre espace géographique de la vitalité historique dont la dimension libyenne est la plus puissante de ses caractères tribaux qui nous remémorent nos propres valeurs culturelles sociales premières. C'est là, un apport inestimable de la Libye de la profondeur historique et sociale à l'inéluctable construction maghrébine.

Brazi

Sahara occidental

Le CONASADH exprime sa préoccupation quant à la situation des prisonniers sahraouis détenus au Maroc

Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme (CONASADH) a exprimé sa vive préoccupation face au traitement cruel de l'occupation marocaine contre les prisonniers sahraouis en refusant de leur fournir le traitement médical nécessaire en cette période de propagation de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

Selon le CONASADH, l'Etat marocain est pleinement responsable de la vie des prisonniers civils sahraouis. (Photo : D.R)

Dans sa déclaration, reprise dimanche par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le Comité a appelé le régime marocain à respecter les accords et traités internationaux pertinents et les exigences du droit international humanitaire et sa compétence dans les Conventions de Genève relatives à la situation des détenus du groupe Gdeim Izik, et le statut du Sahara occidental occupé en tant que territoire dans lequel le processus de décolonisation n'est pas achevé.

Le CONASADH a également appelé les autorités d'occupation marocaine à «se conformer aux exigences de l'article 6 de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui exige le procès des détenus civils par la puissance occupante dans le pays occupé, c'est-à-dire dans les territoires occupés du Sahara occidental, ainsi qu'aux exigences de l'article 67 du même traité qui oblige les autorités d'occupation à garder à l'esprit que l'accusé n'est pas un de ses ressortissants». Dans le même contexte, le Comité sahraoui des droits de l'Homme a réitéré sa «solidarité absolue avec la lutte, la constance et les positions des détenus du groupe Gdeim Izik face à la politique de vengeance de l'occupation marocaine».

Le Comité a, dans sa déclaration, lancé un appel à l'ONU, le Conseil de sécurité, ainsi que les organisations régionales (l'Union africaine, l'Union européenne et le Comité international de la Croix-Rouge) et les organisations internationales non gouvernementales, pour «intervenir d'urgence afin de protéger les prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines contre les risques de contamination du Covid-19», ainsi pour «faire respecter les exigences du droit international des droits de l'Homme et droit international humanitaire mentionnés dans les Conventions de Genève». Le président de la CONASADH, Abba Al-Hussein, a exprimé, lors de sa participation mardi dernier aux travaux de la 66e session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, tenue par visioconférence, la préoccupation de son organisation face au danger que représente la propagation du coronavirus dans les territoires occupés de la République sahraouie, qui menace la vie de la population sahraouie vivant sous occupation, en particulier dans les établissements pénitentiaires du Maroc.

M.Al-Hussein a tenu «l'Etat marocain, pleinement responsable de la vie des prisonniers civils sahraouis», appelant la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples «dans le cadre de son mandat à intervenir d'urgence pour mettre fin aux souffrances des prisonniers civils sahraouis afin de les protéger et de les libérer».

Récemment, le Front Polisario a appelé à New York à étendre le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme, affirmant que la mission onusienne ne doit pas faire exception à cet égard. (Lire aussi : «Appels à une action urgente pour la libération des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines»). «Bien que le Conseil de sécurité inclue une composante droits de l'Homme dans les mandats des opérations de paix depuis 1991, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) reste une exception à cet égard», a déploré le Polisario dans un communiqué diffusé à New York à l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité sur les opérations de paix et les droits de l'Homme.

Le Front Polisario a souligné qu'après 29 ans de déploiement, la mission créée en 1991 pour veiller à l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, a failli non seulement à son mandat initial mais aussi à la protection des droits humains des civils sahraouis dans les territoires occupés.

R. I.

Crise au Mali

La CEDEAO réclame un gouvernement d'union nationale

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a proposé dimanche, au terme de sa mission de médiation au Mali, la mise en place urgente d'un gouvernement d'union nationale, écartant la démission du président Ibrahim Boubacar Keita. Dans un communiqué rendu public dimanche, la mission, dirigée par l'ancien président du Nigeria Goodluck Jonathan, a formulé une série de propositions pour une sortie de crise, prévoyant également la formation d'une Cour constitutionnelle sur la base d'un consensus pour résoudre le litige autour des 31 sièges de l'Assemblée nationale. L'Organisation intergouvernementale a recommandé la mise en place urgente d'un gouvernement d'union nationale, sur la base du consensus tenant compte des recommandations du Dialogue nationale inclusif. Elle a proposé aux autorités de finaliser les enquêtes sur les décès survenus lors des manifestations des 10, 11 et 12 juillet qui «doivent s'étendre à toutes les violences et destructions des biens publics tels que l'Assemblée nationale, l'ORTM et le Haut conseil des collectivités territoriales». La CEDEAO a indiqué «s'être entretenue avec le président Ibrahim Boubacar Keïta, son Premier ministre Boubou Cissé, l'Imam Mahmoud Dicko, figure emblématique du M5, la majorité présidentielle et des représentants du Comité stratégique du M5 RFP.

A l'issue des consultations, la mission a noté que «les problèmes de la crise sociopolitique s'articulent autour des questions de gouvernance ainsi que des points soulevés par la mission ministérielle de la CEDEAO du 18 au 20 juin 2020, notamment la reconstitution de la Cour constitutionnelle après l'abrogation du décret de nomination de ses membres, la résolution du litige concernant les 31 sièges contestés au Parlement et la formation d'un gouvernement d'union nationale». S'y ajoutent les préoccupations liées aux évènements tragiques des 10, 11 et 12 juillet 2020.

Un comité pour la mise en œuvre des recommandations

S'agissant du gouvernement d'union nationale, la mission de bons offices a proposé que ses membres proviennent de la majorité à raison de 50%, de l'opposition (30%) et de la Société civile (20).

Selon la CEDEAO, le gouvernement nouvellement formé devra accorder une priorité à «l'amélioration de la gouvernance, aux réformes prévues dans les conclusions du Dialogue national inclusif et à l'accélération de la mise en œuvre de l'accord d'Alger». «La mise en œuvre de ces mesures devrait être effective au plus tard le 31 juillet, c'est-à-dire dans moins de deux semaines", a-t-elle soutenu.

En outre, la mission a rappelé l'importance du respect des institutions de la République, notamment les voies constitutionnelles pour l'accession au pouvoir et ce, conformément au Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO. Selon la CEDEAO, aucune forme de changement non constitutionnel d'accession au pouvoir ne sera acceptée. Un comité technique pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations, sera mis en place. Il sera composé de représentants du gouvernement, du parlement, de la société civile, de la Magistrature, des représentants des femmes et des jeunes et de la Représentation de la CEDEAO au Mali.

Cependant, la CEDEAO reconnait que le Mouvement du M5 RFP n'a pas adhéré aux mesures qu'il a proposées pour une sortie de crise. Néanmoins, elle assure que tout sera mis en œuvre pour la réalisation des mesures proposées.

R. I.

La CEDEAO propose en urgence la formation d'un gouvernement d'union nationale au Mali. (Photo : D.R)

Législatives en Syrie : le scrutin se déroule dans le calme

Le membre de la Comité judiciaire suprême qui supervise les élections législatives en Syrie, le juge Mukhleis Qayssiya, a affirmé dimanche que le scrutin se déroule dans le calme, soulignant qu'«aucune violation de la loi n'a été enregistrée» depuis l'ouverture des bureaux de vote. Dans une déclaration aux journalistes dans le centre médiatique, M. Qayssiya a indiqué que «le scrutin est continue jusqu'à 7h du soir et que la Comité judiciaire suprême peut la prolonger de cinq heures supplémentaires selon les conditions de chaque centre et selon les contacts avec les sous-comités et les centres électoraux dans tous les gouvernorats». Il s'agit des troisièmes élections parlementaires depuis le début en 2011 d'un conflit ayant fait plus de 380.000 morts et provoqué l'exode de millions de personnes. Plus de 7.000 bureaux de vote, ouverts depuis 07H00 (04H00 GMT) dans les zones gouvernementales, devraient fermer en principe à 19H00 (16H00 MT), selon la Commission électorale. Pour la première fois, le scrutin se déroule dans d'anciens bastions des groupes armés. Le parti Baas, au pouvoir depuis un demi-siècle, remporte généralement haut la main ces législatives organisées tous les quatre ans pour élire 250 députés. Le président Bachar el-Assad et son épouse Asma ont voté à Damas, a annoncé la présidence syrienne en publiant des photos du couple. Initialement prévues en avril, les élections ont été retardées à deux reprises en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) qui a contaminé 496 personnes et fait 25 morts, selon les données officielles. Lors des législatives de 2016, le taux de participation avait été de 57.56%. Les millions de Syriens vivant à l'étranger, dont une majorité de réfugiés ayant fui le conflit, «ne pourront pas participer aux élections à moins de rentrer pour voter», selon un membre de la commission électorale. Des bureaux de vote spécifiques ont été installés dans les différentes provinces pour permettre aux déplacés de voter pour des candidats de leur région d'origine.

Les dix recommandations

Un discours de vérité pour faire aboutir les réformes politiques et économiques

Professeur des universités, expert international Dr Abderrahmane Mebtoul

Cette présente contribution est un extrait de l'ouvrage collectif réalisée sous ma direction «Réformes et démocratie» parue à Casbah Editions (2 volumes 520 pages 2005), présenté la même année à l'Ecole nationale d'administration, que de perte de temps et d'argent, réformes, auquel ont contribué les professeurs Abderrahmane Mebtoul, économiste, Mohamed Taibi sociologue-anthropologie culturelle, Bouchama Chouam économiste, Youcef Ikhlef de l'Institut des sciences politiques d'Alger et Mohamed Sabri, politologue, toujours d'une brûlante actualité que certains soi-disant experts et politiques, redécouvrent maintenant du fait que l'Algérie depuis des décennies, est toujours en transition, faute d'une vision stratégique, le défi pour l'avenir du pays étant d'avoir une méthode cohérente pour mettre en place de profondes réformes structurelles avec un planning réaliste daté.

1. Définir clairement les objectifs stratégiques

Un pays qui veut se développer doit préparer les choix qui permettent d'en saisir les conséquences basées sur des études précises qui doivent indiquer : comment se pose le problème, quelles sont les contraintes techniques, quels sont les choix techniquement possibles et les ensembles de choix cohérents et quelles sont les conséquences probables de ces choix. Mais quelle méthodes de travail choisir et pourquoi, qui permet de déterminer les paramètres (ou grandeurs mesurables variables) dont dépend un système complexe. En effet, lorsqu'on examine un système, après avoir décomposé la difficulté en éléments simples, il convient de se poser des questions sur chacun des éléments (faits ou relations entre les faits). Quoi ? Qui ? Où ? Quand ? Comment ? Combien ? Pourquoi ? Les réformes futures seront déterminantes, dépassant de loin les enjeux internes de pouvoir pour s'inscrire de plain-pied dans le plan géostratégique des puissances de ce monde qui en dépit de leur divergences tactiques ont une même vision stratégique (USA, Europe notamment). Dès lors, comment faire ? La structure de l'action en faveur des réformes est globalement formée de cinq segments qui fondent le processus opérationnel de mise en œuvre : l'administration qui constitue la cheville ouvrière par son importance stratégique, la société civile/syndicats, les citoyens dans leur diversité, les opérateurs publics et privés et les partis politiques. La campagne en faveur des réformes doit être marquée par des nuances discursives et symboliques qui tourneront autour des paramètres écologiques et sociologiques devant s'adresser différemment à chaque segment tant socio-professionnel que régional : urbains, rural et pastoral.

2- Les 10 recommandations d'une communication se fondant sur un discours de réalisme et de vérité

1. Préparer l'opinion médiatiquement et organiquement à l'esprit des réformes en utilisant les médias lourds (débats, pièces de théâtre, cinémas) du fait de la tradition orale de l'Algérien. Ainsi, les actions et les déclarations des adversaires des réformes doivent être inventoriées, décortiquées et fondues comme un morceau de glace par les intellectuels engagés, les relais médiatiques sans tomber dans le piège de l'autosatisfaction et du dénigrement, ni tomber dans le populisme médiatique qui serait alors contreproductif. -2. Il faut que les réformateurs se présentent avec la modestie qu'exige l'imaginaire et le mental algérien comme une force redoutable et triomphante et qu'apparaissent alors les autres en face comme des simples amuseurs de foules. Dans ce conteste, il faut mettre en exergue d'un côté, la détermination à continuer et approfondir les réformes au profit de la collectivité nationale.

3. Un discours rassembleur

L'opinion publique nationale se ligue normalement autour de l'homme rassembleur capable de lui réaliser un certain accomplissement. Le nationalisme, rénové dans le discours, la foi ranimée et «théâtralisée», la solidarité rehaussée par l'économie en actions peuvent féconder la matrice qui forge la mise en scène médiatique et politique des réformateurs.

- 4. Le discours des réformateurs

doit s'imprégner de choses banales tirées du quotidien ou se croisent les fils des époques, des générations et des symboles comme les luttes de libération, le développement social, qui restent en dépit du discours nihiliste d'une certaine élite politique et médiatique, un fait et une référence incontestés qui appartiennent à l'histoire tout en structurant le présent de notre société.

Les Algériens et en dépit des apparences sont attachées au merveilleux de leur passé et aux défis de leur présent.

5. Des réformateurs aux postes de commande

C'est un hadith du Prophète Mohammed qui enseignait alors aux croyants voulant accéder de la nation qu'il fasse de sorte que c'est la fonction qui aux yeux des gens qui doit courir derrière le postulant et non ce dernier. La frénésie qui semble s'emparer de certains hostiles aux réformes en occupant des postes clefs sensibles au niveau des structures de l'Etat grâce aux réseaux de clientèles tissés depuis des décennies qui constitue un sérieux handicap qu'il conviendra de lever progressivement, sans verser dans le règlement de comptes inutiles. Cela permettra de donner plus de crédibilité tant auprès de la population que de nos partenaires étrangers à la consistance des réformes.

6. Un discours réaliste et d'espoir

Les Algériens sont angoissés et même très angoissés par les assauts de la nature, par la violence humaine et les déchéances sociales et économiques. Le programme des réformes doit trouver des réponses réelles qui répondent en priorités à ces angoisses. Il faut que les Algériens admettent par l'argumentaire du programme et c'est une condition incontournable pour s'impliquer, que les réalisations futures soient à leur portée pour croire et qu'elles s'inscrivent dans l'optique du bonheur et de la joie de vivre.

7- La campagne d'explication des réformes doit éviter l'essoufflement et la monotonie thématiquement ou théâtralement avec un marketing basé sur le sérieux en évitant que les déclarations et les gestes de ceux qui défendent les réformes ne soient un objet de caricatures ou de plaisanteries que se soit dans la presse ou dans les espaces publics.

8. Les Algériens souhaitent que leurs dirigeants leur ressemblent, ces derniers doivent éviter de donner l'image que c'est au peuple de leur ressembler.

Dans ce cadre, le nouveau système d'information doit tracer un registre d'engagements qui toucheraient en premier lieu les situations pénibles vécues par les Algériens : points noirs de circulations, négocier les facilités d'obtention des visas dans les conditions qui garantissent la dignité des Algériens, la défense des Algériens vivant à l'étranger, la prise en charge des doléances pour le logement, l'obtention d'emplois, notamment de la jeunesse.

9. Exploiter la crise peut être un facteur catalyseur de mobilisation, si elle est perçue comme un demi mal qui éloignerait d'autres menaces tels le danger extérieur et le recul des réformes économiques enclenchéEs. C'est une thématique majeure qui doit éveiller les Algériens et les pousser à des choix qui dépassent les jeux purement régionaux ou subjectifs. Le concept de crise que traverse notre pays doit se hisser au niveau de la crise du monde et ne pas rester une crise de société bloquée et sous-développée.

10. Sans verser dans la démagogie et le populisme

Les expériences historiques afin de favoriser la mobilisation et de la symbiose Etat-citoyens, c'est aux dirigeants de ressembler à leur peuple et non au peuple de ressembler à ses dirigeants devant tenir compte de notre riche anthropologie culturelle. Le principe est de travailler pour consolider la diversité et la pluralité tout en cultivant l'unité de la nation et du pays et donner sa cohésion et sa dynamique aux retrouvailles du peuple algérien avec son identité. Si l'organisation administrative de l'espace est souvent source de conflits concurrences, les hommes, eux, vivent un rapport plus fécond et plus harmonieux avec leur espace qui n'est pas celui de l'administration comme l'a démontré brillamment l'expert de renommée mondiale, Hernando De Soto sur Etat de droit et sphère informelle (dans l'ouvrage du docteur Abderrahmane Mebtoul – l'Algérie face aux enjeux de la mondialisation – perspectives : bonne gouvernance, démocratie et économie de marché (édition Dar El Ghjarb 2004). Dans notre histoire, ce sont les hommes avec leurs équipements anthropologiques (identitaires) qui ont façonné les espaces.

En résumé, la société algérienne comme toutes les sociétés humaines est structurée en fonction de plusieurs paramètres sociologiques : catégories d'âge, profession, sexes, statut sociale, statuts religieux, statut politique, anthropologie culturelle territoriale etc. Un système d'information fiable doit faire l'inventaire de ces catégories pour le ciblage médiatique et l'élaboration du programme des réformes structurelles selon un timing daté. Car tout projet étant porté forcément par des forces politiques, sociales et économiques, sa réalisation étant fonction des rapports de force au niveau de la société et non au sein de laboratoires de bureaucrates déconnectés de la société, doit d'abord être compris par tous ceux qui, à un niveau ou à un autre, interviennent dans la décision économique, d'où l'importance de savoir communiquer dans un langage accessible à toute population et pas seulement aux initiés. C'est pourquoi, il faut insister sur l'effort d'une information de vérité, qui doit lui être associée pour montrer son opérationnalité au profit de toute la population, évitant la marginalisation de pans de la société.

A. M.

INFO EXPRESS

Relizane

Sans se soucier des mesures barrières : Des familles entières s'agglutinent autour des étals à même le sol

La wilaya de Relizane enregistre son lot quotidien de cas avérés de contamination, mais cela n'influe pas sur les esprits d'une grande partie des habitants. Beaucoup de monde flâne dans les rues, notamment au niveau de la rue Fortassa appelée «Rakaba», ou du côté de Graba où des dizaines de marchands informels écoulent leurs produits, pour la plupart de contrefaçon. Des dizaines de femmes accompagnées de leurs enfants et d'hommes s'agglutinent autour des étals à même le sol. «Comment ne pas contracter une contamination, comment reconnaitre un porteur sain qui ne fait que transmettre sa maladie aux autres ? «Jusqu'à quand va durer cette inconscience et ce laisser-aller, à adopter des gestes barrières ? », remarque un vieux retraité qui porte un masque sous le menton ! Et un autre d'jouter : « Que font toutes ces femmes et leurs enfants en bas âge dans les artères de la ville ? ». Les appels au wali et les décisions de fermeture des espaces commerciaux, des grandes surfaces, la fermeture des marchés à bestiaux, la désignation de points de vente, la fermeture des souks hebdomadaires ne semble pas influencer les habitants à se préserver d'abord en mettant un masque ou une bavette, à ne pas déambuler dans les rues, à ne pas organiser des parties de dominos ou de belotte au coin des immeubles, des batailles de béliers.

Le directeur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière utilise un langage de père de famille en suppliant les Relizanais de prendre des écarts, de se laver les mains au savon à plusieurs reprises, d'utiliser un gel hydroalcoolique, de mettre une bavette ou à la rigueur un masque jetable, etc. Soyons sages et prenons peur, car le coronavirus ne choisit pas les personnes, il circule dans l'air, il est collé aux rampes d'escaliers, aux clés de la voiture.

N. malik

Sidi Bel-Abbès

Tenira : « Arrêtez le massacre des abeilles ! »

L'usage excessif des pesticides dans la région de Tenira, à 39 km de la wilaya, a causé de grands dégâts au monde des insectes pollinisateurs. Les abeilles sont la principale espèce à être frappée de plein fouet par ces agissements irresponsables et criminels de certains agriculteurs. Les colonies d'abeilles ont été complètement décimées et des centaines de ruches vidées.

Un véritable massacre. Les corps sans vie des abeilles devant les ruches restent le seul témoin de ces agissements cruels et barbares de gens égoïstes qui ne pensent qu'à leurs biens étroits. Des images de grande désolation, de grand regret et de chagrin. Comment peut-on admettre de tels agissements sur un insecte sacré de grande utilité écologique, sanitaire et économique ? Les butineuses qui n'ont pu revenir en raison des méfaits du pesticide sur le cerveau ont juste marqué leur absence de la ruche, laissant un vide complet.

Pendant que le monde entier se bat pour défendre et préserver les colonies d'abeilles, l'Algérie ne manifeste aucune réaction similaire pour juste accompagner un objectif d'intérêt général. L'écosystème en dépend et la vie des êtres aussi. L'existence des abeilles est désormais incontournable. De par le miel qu'elles produisent, elles ont une mission encore plus importante : la pollinisation qui permet aux différentes plantes de se reproduire. Sait-on que ce que nous mangeons comme fruits et légumes est en grande partie grâce aux abeilles.

Pourquoi ces pesticides sur le marché ?

Ce qui est étrange, c'est la présence de ces pesticides dangereux commercialisés sur le marché. Ce ne sont certes pas des produits nationaux. Alors, qui assure leur importation malgré leur usage interdit par les lois internes et internationales ? Qui autorise leur inportation ? Les services de la direction des services agricole (DSA) et ceux de la Direction de commerce et l'environnement aussi, les élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) à travers leurs commissions, les délégués de l'agriculture dans les communes, et l'administration locale représentée par le wali devront prendre conscience de leur mission et honorer leur responsabilité, pour un objectif d'intérêt général, autant économique, qu'environnemental et social.

Le miel étranger plus facile à commercialiser

Les grossistes proposent à la vente du miel de plus de 10 pays étrangers, notamment l'Egypte, les USA et la Chine, le plus facilement du monde, alors que le produit local n'est aucunement encouragé au prétexte d'absence d'étiquetage. L'autorité doit intervenir pour réguler le marché. Les apiculteurs appellent souvent à la création d'entreprises chargés de collecter et de commercialiser leurs produits en toute légalité. Et ainsi, booster l'élevage et la production de miel dans un but de satisfaire en premier le marché local, pour ensuite envisager une opportunité d'exportation, sachant que le miel local est d'une qualité meilleure, vu le climat diversifié du pays.

Qui a intérêt à étouffer ce secteur de grande importance ?

Les apiculteurs se démerdent seuls affrontant des difficultés énormes pour multiplier les colonies et renforcer leurs ruchers pour améliorer la production du miel, mais les pouvoir publics s'engouffrent mystérieusement dans des positions qui n'apportent aucun soutien pour les encourager. L'on se demande, pourquoi ce comportement devant un secteur qui peut facilement booster l'économie et améliorer la situation sociale de plusieurs familles et du citoyen en général. Qui a intérêt à ce que ce secteur reste dans l'ombre, malgré des appels à travers les salons d'exposition. Qui trouve de l'intérêt à étouffer cette activité dans l'œuf, malgré son importance vitale, autant économique, sanitaire, environnementale, écologique et sociale.

Djillali Toumi

Immigration clandestine

Une importante tentative de harga déjouée

En exploitant des informations parvenues à leurs services, les éléments de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) et ceux de la brigade de lutte contre les stupéfiants relevant de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Aïn Témouchent, ont déjoué, avant-hier, une tentative d'immigration clandestine vers l'ile ibérique de 17 clandestins de différentes nationalités. En effet, ces informations «signalent l'existence d'un groupe de personnes de différentes nationalités qui planifiait pour atteindre l'île ibérique à partir de la côte Témouchentoise à bord d'une embarcation de plaisance. Les policiers ont ouvert une enquête qui a donné lieu à l'identification de cinq personnes qui ont été arrêtées à bord d'un véhicule de tourisme à la sortie ouest de la commune côtière d'Oulhaça, dont trois personnes de nationalités étrangères. Les premiers éléments de l'enquête ont permis de localiser et de saisir l'emplacement d'une embarcation de plaisance (glisseur). Aussi, à la faveur d'une extension de compétence et d'un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République, les policiers ont découvert 12 personnes de différentes nationalités dans une résidence d'été qui s'apprêtaient à prendre clandestinement la mer au moment voulu. Une procédure judiciaire a été ouverte à l'encontre des mis en cause pour tentative d'immigration illégale et de quitter le territoire national, avant d'être présentés devant le procureur près le tribunal de Béni Saf, selon le communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Aïn Temouchen. En outre, les services de la Sûreté de wilaya ont enregistré 765 infractions par les citoyens aux mesures préventives contre le coronavirus depuis le 7 juin, date de la levée du confinement dans la wilaya. Ces verbalisations entrent dans le cadre des efforts consentis à l'effet de réduire la propagation de l'épidémie du Covid-19, dans le cadre de la mise en œuvre des décrets exécutifs et des décisions des autorités de wilaya relatives aux mesures de prévention contre la propagation de la pandémie, ajoute notre source. Il est à noter que de nombreuses transgressions aux mesures de confinement ont été observées, soit l'établissement de 2.913 amendes qui ont été notifiées aux contrevenants, 567 verbalisations à l'encontre des automobilistes et 108 verbalisations à l'encontre des conducteurs de motos. En effet, sur les 765 infractions depuis la levée du confinement partiel, 31 sont dues à la distanciation sociale, 18 pour absence d'hygiène, de désinfection et de mesures de protection dans les lieux publics et 716 infractions pour non-port de bavette.

Une autre source a indiqué que les services de sécurité de la wilaya de Aïn Témouchent ont effectué 1.186 opérations de sensibilisation depuis le début de la propagation de la pandémie de la Covid-19, en collaboration avec les autres parties concernées et englobent les actions suivantes : la distribution de brochures aux citoyens sur le risque de contamination par le coronavirus et les mesures préventives à prendre, et des actions de désinfection. Le communiqué ne fait aucune mention de la nationalité de ces prétendus candidats à la harga.

Sabraoui Djelloul

INFO EXPRESS

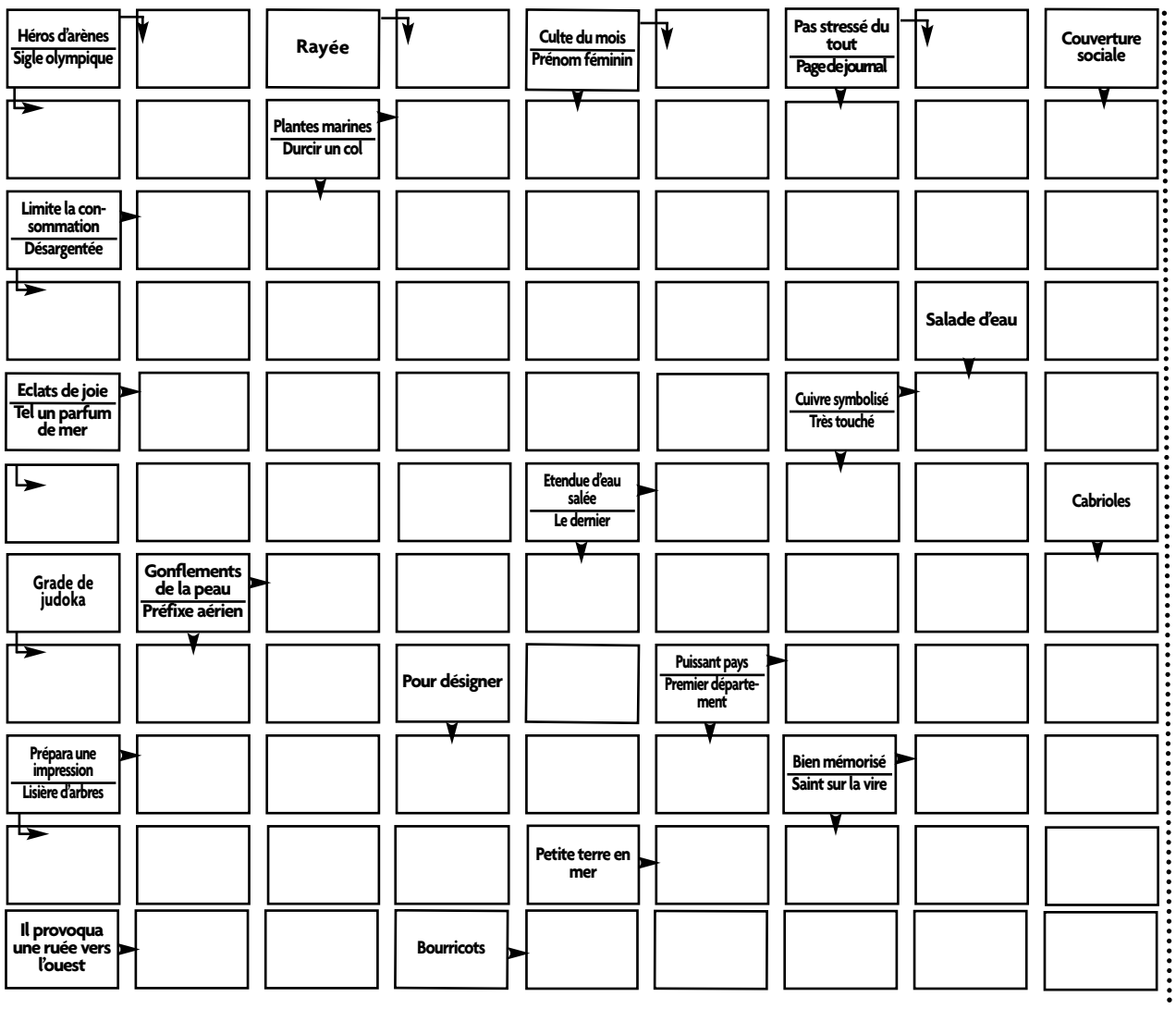
Aïn Kercha (Oum El-Bouaghi)

Une altercation violente entre 2 jeunes hommes dégénère en crime

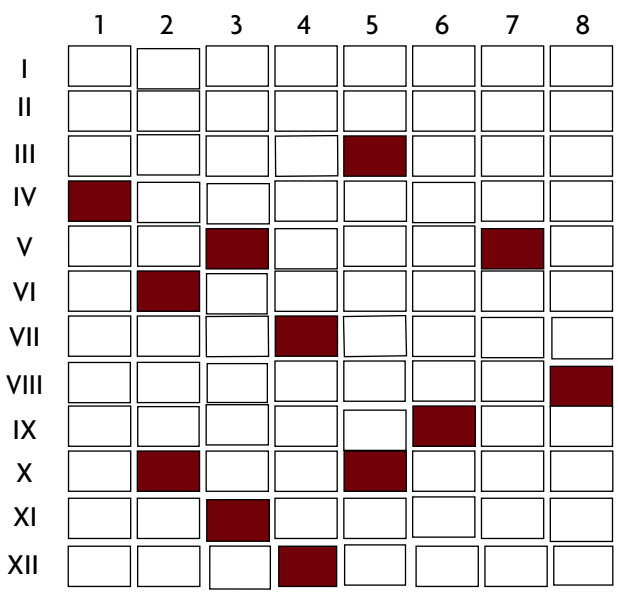
Le bilan du 2e trimestre établi par les habitants de la ville de Aïn Kercha, située à 48 km à l'Ouest de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, fait état, jeudi dernier (16/7/2020) d'un crime commis contre un jeune âgé de 29 ans. D'après des témoins oculaires, 2 jeunes hommes qui se connaissaient parfaitement se sont disputés dans la cité Boughazi Habiba, dans la ville de Aïn Kercha pour des causes qui restent indéterminées. Après une altercation violente, un groupe de jeunes est intervenu pour les séparer, mais l'un des protagonistes A.M., 26 ans, a sorti son couteau pour asséner à la victime plusieurs coups, ce qui a entraîné la mort instantanée de B.A., âgé de 29 ans. Selon les éléments en notre possession, l'agresseur qui a pris la fuite, a été arrêté en un laps de temps très court par les services de sécurité. Présenté devant les instances judiciaires, l'assassin a été placé en détention préventive pour le chef d'inculpation de crime avec préméditation.

A. Remache

Mots fléchés



Mots croisés



HORIZONTALEMENT

I.Pour la saisir, il faut sauter dessus.**II.**Qui cesse de faire partie d'un corps.**III.**Choisit. Foyer.**IV.**Fleura la boutonnière.**V.**Axe routier. Rayon lumineux.**VI.**Dédommagée moralement.**VII.**Un spécialiste. Produits translucides.**VIII.**Couvrira de planches.**IX.**Sortes de refuges. Lettres devant un prêtre.**X.**Fin d'infinitif. Nombre d'années vécues.**XI.**Préfixe privatif. Ils drapent l'indienne.**XII.**Liquide incolore. Ville chère à Brassens.

VERTICALEMENT

1.Se montre courageux. Écrasée de nouveau.**2.**Portion d'intestin. Est réclamé par le gourmand. Interjection enfantine.**3.**Prend un accent aigu. Rien qu'à vous.**4.**Fait venir à lui. Coups de feu.**5.**Adjectif possessif. Vieilles couches pour bébé. Il est plus doué ou plus fort que les autres.**6.**Appliquer une peine. Petite surface au sol.**7.**Plus à sa place. Agrandit le tour.**8.**Qui ne s'engagent pas. Met sur la balance.

Mot mystère

ABRAHAM
ACHILLE
ADELINE
ADELPHE
ADRIENNE
AIMABLE
ALBERTA
ALPHONSE
AMARILIS
APOLLINE
BIANCA
BLAISE
CHANTAL
CYNTHIA
CYPRIEN
DAMIEN
DANIELLE
DUNCAN
ERNESTINE
ESTEBAN
EULALIE
FABIEN
FIRMIN
FRIDA
GLENN
GODEFROY
HENRI
HERMINE
HILAIRE
IMELDA
IRMA
IVANA
JULES
JULIENNE
LISETTE
LORAINE
MARIE
MATHILDE
NATACHA
OCTAVIE
PATRICE
QUENTIN
RAYMOND
RICHARD
TATIANA
TRISTAN
ULRICH

N	E	Y	O	R	F	E	D	O	G	N	N	E	L	G	A
E	U	L	A	L	I	E	N	I	T	S	E	N	R	E	D
I	C	N	M	R	D	E	O	C	T	A	V	I	E	R	I
B	E	I	A	L	U	S	M	D	Y	N	C	E	M	I	R
A	L	M	R	A	N	N	Y	A	E	N	N	N	M	A	F
F	B	R	I	T	C	O	A	I	T	I	T	E	A	L	D
N	A	I	L	N	A	H	R	E	L	H	L	H	O	I	W
I	M	F	I	A	N	P	I	E	N	D	I	R	I	H	B
T	I	I	S	H	Y	L	D	L	A	I	A	L	E	A	A
N	A	T	A	C	H	A	I	A	L	I	L	R	D	D	B
E	S	T	E	B	A	N	M	S	N	E	M	L	R	E	R
U	L	R	I	C	H	R	I	E	E	I	I	I	O	L	A
Q	N	A	T	S	I	R	T	V	N	T	E	R	G	P	H
E	D	R	A	H	C	I	R	E	A	N	T	L	N	H	A
S	E	L	U	J	U	L	I	E	N	N	E	E	L	E	M
A	N	A	I	T	A	T	R	E	B	L	A	I	S	E	H

Le mot manquant

Dans la citation suivante, un mot a été supprimé :

«Une œuvre d'art est un coin de la création vu à travers un .....»

Est-ce le mot :

A : Accent ? B : Endroit ? C : Tempérament ?

(Proverbe Emile Zola)

Solutions du numéro 470

Mots fléchés

Horizontalement :
M - I - B - S - CAPTEE - OC - SEIGNEUR - CONNAITRE - SERRAIT - PHARE - TRI - USA - SIEN - QI - ISIS - E - TARE - AIR - IR - ETC - CI - EPS - LAIE.

Verticalement :
C - C - P - Q - I - MASO - HUITRE - PENSAS - A - P - ITINERAIRES - EGARE - SET - BENIR - SI - CL - ETATISA - A - SOURIRE - ICI - CRETINERIE.

Mots croisés

Horizontalement :
PALADINS - ELIMINEE - RETISSER - SAINTE - T - P - GERMA - ISE - AILE - CA - SINON - ASSURAIS - C - CRET - U - IRIS - ICI - TUE - SOIT - ETRENNEE.

Verticalement :
PERSPICACITE - ALEA - SAS - RUT - LITIGE - SCIER - AMINE - SURS - E - DISTRAIRE - SN - INSEMINATION - NEE - ALOI - CIE - SERT - ENSUITE.

Le mot manquant

«S'il y avait une seule vérité, on ne pourrait pas faire cent toiles sur le même thème.»

(Proverbe Pablo Picasso)

Mot mystère

BARIOLAGE

Programme

TF1

10.25 Demain nous appartient
11.00 Météo
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.45 Météo
13.40 Petits plats en équilibre : sur la route des vacances
15.35 Nos chers voisins
17.10 Petits plats en équilibre été
18.15 New York Unité Spéciale
19.00 Journal
21.05 New York Unité Spéciale

France 2

16.20 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.05 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
19.15 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.45 Un si grand soleil
21.10 Si les murs pouvaient parler
23.40 Lady Diana, la femme qui s'était trompée de vie

M6

13.35 Scènes de ménages
15.45 Un Noël à la maison
17.25 Les reines du shopping
18.30 La meilleure boulangerie de France
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le journal
20.25 En famille
21.05 Recherche appartement ou maison
22.55 Recherche appartement ou maison

France 3

07.05 Garfield & Cie
07.10 Boule et Bill
07.55 Boule et Bill
08.15 Ça roule en cuisine
08.40 Chroniques d'en haut
09.45 Chroniques d'en haut
10.20 Paname
10.15 Ailleurs en France
10.55 Ensemble c'est mieux !
11.15 Rex
12.50 Image du jour
13.50 Rex
15.30 Rex
16.05 Un livre, un jour
16.40 Personne n'y avait pensé !
18.10 Questions pour un champion
18.40 Générations indépendance
18.45 Ma ville, notre idéal
19.00 Vu
19.20 Plus belle la vie
21.05 Au-delà des apparences
21.55 Au-delà des apparences
22.45 Au-delà des apparences
23.35 La loi de Julien : Le bon fils

TV5MONDE

14.30 Meurtres à Collioure
19.05 Un si grand soleil
19.40 Tout le monde veut prendre sa place
20.30 Journal
21.00 Noir enigma
23.00 Chefs

Direct 8

11.00 Touche pas à mon poste !
15.35 Le grand bêtisier des animaux
16.40 Le grand bêtisier des animaux
18.25 TPMP : première partie
21.05 Star Trek : sans limites
23.25 The Punisher

W9

16.00 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait
17.50 Moundir et les apprentis aventuriers
18.50 Les Marseillais vs le reste du monde
19.50 Les Marseillais vs le reste du monde
21.10 Pompéi
23.50 Bones

France 4

16.30 Minikeums
18.00 Minikeums
19.00 Minikeums
21.00 Apocalypse
21.40 Apocalypse
22.45 Apocalypse

Canal+

16.00 Roubaix, une lumière
17.00 L'info du vrai
18.30 L'info du vrai
19.50 L'info du sport
19.51 La Gaule d'Antoine
20.21 Migraine
20.25 Groland le zapoï
20.45 Groland le zapoï
22.40 J'irai où tu iras

Ciné Frisson

16.41 Piège de cristal
18.49 58 minutes pour vivre
19.00 Les + de la rédac'
19.13 Saint Ange
20.50 **Ghost Stories**
22.45 Blitz

Ciné Cinéma Premier

15.22 Bohemian Rhapsody
17.59 Le dernier samouraï
20.50 **Pattaya**
22.23 **Gringo**

France 5

14.55 Aliments ultra-transformés, le plein de chimie
15.55 24 heures dans la nature
16.50 Décollage pour l'Espagne

Arte

20.50 Les routes de l'esclavage
21.40 Les routes de l'esclavage
22.35 Les routes de l'esclavage
23.30 Les routes de l'esclavage

TMC

17.30 Hercule Poirot
19.25 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien
21.05 Gims
23.30 Gims

Eurosport

15.30 Chambéry_Les Arcs (Savoie) (200 km)
17.00 Albertville-La Tous suire-les Sybelles (148 km)
19.30 Thiem's 7 2020
21.00 Jeux olympiques : Home of the Olympics
22.20 Serre Chevalier_Isola 2000 (180 km)

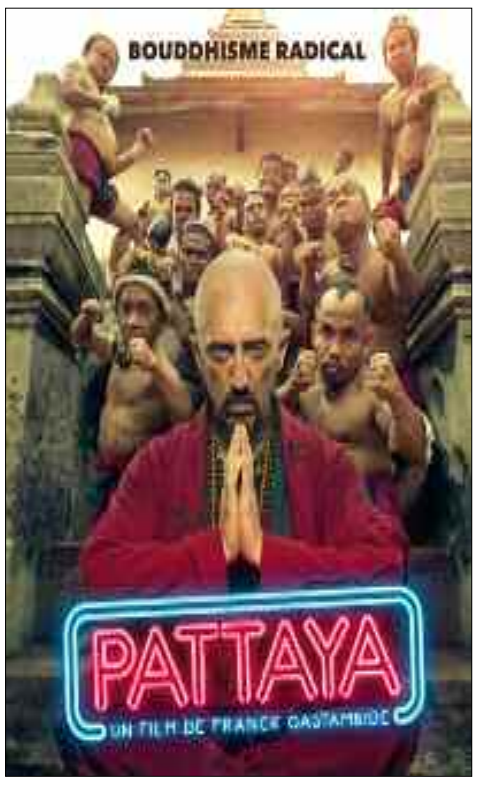
Sélection

Ciné Premier - 22.23
Gringo
Film d'action de Nash Edgerton

Harold Soyinka travaille pour Cannabix Technologies Inc, qui vient de développer une pilule à base de marijuana, destinée au milieu médical. Les employeurs d'Harold, Elaine Markinson et Richard Rusk, l'envoient au Mexique pour superviser sur place la fabrication du produit.

Ciné Premier - 20.50
Pattaya
Comédie de Franck Gastambide

Trois potes de banlieue s'embarquent pour Pattaya et vivent de folles mésaventures… Francky est malheureux depuis que Lilia, son explosive petite amie, l'a quitté. Krimo, son ami d'enfance de la cité qui n'a jamais été un expert en drague, lui propose une astuce pour passer du bon temps dans la ville de Pattaya, en Thaïlande



Ciné Frisson - 20.50
Ghost Stories
Film d'horreur de Jeremy Dyson

Le professeur Goodman est un scientifique britannique qui est connu pour avoir élucidé de nombreux phénomènes paranormaux. Détestant les superstitions, il accepte d'enquêter sur trois cas qui défient toute rationalité. Peu à peu, Goodman en vient à se demander s'il n'est pas confronté au diable lui-même...

CHRONIK
par Herbé

PLANTAGE

«Jonah Hex» a morflé le niveau critique, et à vrai dire je ne peux qu'adhérer, même si je ne risque pas d'être aussi méchant que certains. Les acteurs ne sont pas impressionnants, mais c'est acceptable. Côté scénario, problème de taille : là malheureusement, c'est la catastrophe. Le film se veut survolté, du coup une durée rapido (1 heure 10 minutes sans les génériques), un enchaînement de scènes d'action sans cohérence avec au milieu, quelques dialogues inutiles pour faire illusion. L'origine du héros est expédiée en deux temps trois mouvement. La conclusion est par ailleurs assez pathétique. Bref, c'est rythmé, je crois qu'il n'y a rien à redire là-dessus, mais tout est superficiel. Ce n'est que de l'esbroufe, et c'est hautement regrettable. Mise en scène ultra-nerveuse, effets spéciaux numériques à gogo souvent très mal utilisés et parfois d'une grande laideur, «Jonah Hex» se rattrape un peu au niveau des décors, pas déplaisants. Pour conclure sur «Jonah Hex», il y a quelques petites choses qui surnagent. Les acteurs, le rythme, une reconstitution correcte, une ou deux idées sympathiques qui transmettent au film la dimension comics qui est celle du héros à l'origine. Pour le reste, malheureusement les réalisateurs ont plombé le film, en lui conférant leur style à eux, mais pas dans un film de ce genre. C'est triste de voir un tel plantage, alors qu'il y avait une excellente matière. Déjà l'adaptation sentait mauvais entre les renvois de réalisateurs, les changements de scénarios et les projections presses catastrophiques, il n'y avait pas d'espoir de réussite. Et effectivement, malgré un Josh Brolin qui ressemble vraiment à Jonah Hex, le reste est un naufrage sans nom. L'esprit de la bande dessinée est complètement oublié au profit d'une nouvelle version de «Wild Wild West» juste un brin plus violente.

Médailles du mérite national au rang de «Achir»

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DISTINGUE ATHMANE ARIOUET ET KADDOUR DARSOUNI

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a signé des décrets présidentiels, parus au Journal officiel n°40, portant attribution de médailles du mérite national au rang de «Achir» au cheikh du malouf Kaddour Darsouni, disparu récemment, ainsi qu'au comédien Athmane Ariouet.
Le décret n 20-169 porte attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de «Achir» au comédien Athmane Ariouet, connu pour ses rôles dans des films comme «L'épopée du Cheikh Bouâmama» (1983), «Famille comme les autres» (1992), «Le taxi clandestin» (1989) ou encore «Carnaval fi dechra» (1994).
Le Président Tebboune a également attribué la médaille de l'ordre du mérite national au rang de «Achir» à titre posthume au cheikh du malouf Kaddour Darsouni, disparu en avril dernier, à l'âge de 93 ans.
Kaddour Darsouni, Mohamed Darsouni de son vrai nom, avait consacré sa vie à l'enseignement du malouf au sein du conservatoire de Constantine.

R. C.

Bob Geldof affirme à propos du Live Aid

«CE CONCERT A RUINÉ MA CARRIÈRE ET MA VIE»

Le 13 juillet 1985 avait lieu le Live Aid, un concert caritatif organisé à Londres et Philadelphie à l'initiative de Bob Geldof, le chanteur des Boomtown Rats.
L'événement avait permis de lever 127 millions de dollars pour lutter contre la famine en Afrique. On pourrait croire que cette prouesse aurait signé la renommée de l'artiste, et ça a été le cas dans une certaine mesure. Mais à 35 ans de distance, Bob Geldof est contraint de faire un constat bien amer : le Live Aid a gâché sa vie.
«J'ai détesté ça, a-t-il révélé à Associated Press. C'était devenu impossible. J'étais perplexe depuis un moment. Je n'avais pas beaucoup d'argent à l'époque. Ça a empiété sur ma vie privée et ça m'a probablement coûté mon mariage [avec Paula Yates dont il a divorcé en 1996].»
Mais l'effet le plus néfaste du Live Aid sur la vie de Bob Geldof concernait sa carrière de musicien.

Agences

Chanteurs et musiciens émigrés

Exilés volontaires ou forcés

Il est des exilés aux talents innés et pour qui les pays d'accueil suscitent des vocations de chanteurs ou de musiciens de grande envergure.

Il en est ainsi des Noirs d'Afrique déportés par les Blancs pour être enracinés en Amérique et devenir des esclaves qui, placés dans des conditions de vie des plus inhumaines, ont inventé des genres musicaux devenus des références dans le monde entier.
Le jazz comme les blues et le rap, même conçus par des Noirs restent perçus comme des créations géniales dignes d'admiration, autant sinon plus que l'ont été les symphonies de Beethoven ou d'autres musiciens européens.

Des génies en quête d'identité et de considération

Tout le monde connaît El-Hasnaoui, originaire d'un douar proche de la ville de Tizi-Ouzou et qui a fini ses jours à l'île de la réunion, située en plein océan Indien. Ce chanteur exilé à vie a marqué son temps par sa musique vocale et ses thèmes.
Il a composé les paroles et une musique sobre adaptée. Tous ses fans ainsi que tous ceux qui comprennent ses chansons s'y retrouvent parce qu'il a toujours su travailler en tenant compte de toutes les préoccupations au quotidien de son public : sentiments, désirs, rêves, exil, misère, problèmes relationnels, etc.
Celui auquel nous n'avons pas cessé de penser est Zerrouki Allaoua qui s'est distingué lui aussi par sa thématique et sa voix. Lui aussi ne méritait pas de mourir exilé comme Hnifa, Azem Slimane. Ce dernier a beaucoup plus souffert de l'exil forcé.

Cheikh Nordine, qui a joué en duo avec lui dans de nombreux sketchs de haute tenue, l'avait trouvé en train de pleurer de ne pouvoir revoir son pays. Il lui avait rendu une visite inopinée. Slimane, mort en janvier 1983, tenait beaucoup à ses racines au point de désirer ardemment se remettre à vivre au rythme de sa Kabylie natale pour laquelle il s'est consacré corps et âme, dans un décor qui lui était si familier. Ses chansons qui n'ont pas pris une ride resteront à jamais d'actualité et lui-même sera classé dans la catégorie des mythes. Il tient du fabuliste, du meddah, du poète.
On se demandera toujours comment des hommes et des femmes nés artistes, aient été obligés de leur temps à s'exiler pour se consacrer à un art de versifier après avoir imaginé et inventé, sous des cieux qui leur étaient totalement étrangers, eux qui avaient été façonnés à l'image de la terre qui les avait vus naître, se débattre dans les pires difficultés pour survivre. Ne méritaient-ils pas plus de considération.

Autres pays, autres chanteurs et musiciens

Ce fut le cas de Carlos Gardel, chanteur et danseur de tango. Il est né en 1980 en Europe, très exactement à Toulouse.
A deux ans, il a émigré en Argentine, pays de l'Amérique latine dans lequel, au lendemain de la conquête de l'Amérique, s'est implantée une très forte émigration européenne.
A partir de 1910, cette émigration s'est accrue au fil des années. En plus des Espagnols qui avaient élu domicile en tant que conquistadors, on a vu arriver d'autres Européens en mal de changement. Il y eut des Italiens, des Hongrois, des Français, des Bulgares. Les parents de Carlos Gardel en faisaient partie. Avec la diversité ethnique venue de tous les horizons, on a vu se développer en argentine un mélange des cultures, des langues et des comportements. Quel enrichissement pour le pays sans compter que des Noirs vont y être associés, après y avoir été acheminés comme esclaves !
La mère de Carlos était repasseuse et Carlos devint chanteur des lieux publics, débits de boissons.
Il a chanté pour gagner sa vie avant de devenir une célébrité. Quel bel itinéraire pour un chanteur de cette trempe !

Abed Boumediène

Littérature

Décès de l'écrivain espagnol Juan Marsé

L'écrivain espagnol Juan Marsé, narrateur de sa ville de Barcelone, est décédé samedi à 87 ans, a annoncé dimanche son agence littéraire Balcells. «Nous regrettons profondément la mort de Juan Marsé (Barcelone, 8 janvier 1933 – 18 juillet 2020). Repose en paix, cher Juan», a publié son agence sur Twitter. «La littérature est un règlement de comptes avec la vie» qui est rarement comme on l'espérait, disait ce citadin au visage buriné et au regard noir tour à tour ironique et mélancolique, auteur de quinze romans en près de soixante ans.
L'un des plus célèbres, Teresa l'après-midi (1966) est la chronique d'une passion transgressive et finalement calamiteuse entre un fils de pauvres qui voudrait ne plus l'être et une étudiante des quartiers chics. Une œuvre inacceptable pour l'Espagne puritaine et «nationale catholique» de Francisco Franco, où la censure trancha : «Le roman présente différentes scènes scabreuses, son fond est franchement immoral et il y fait de nombreuses mentions politiques à caractère gauchiste.» Un livre notamment inspiré de son séjour dans les années 1960 à Paris, où il donna des cours de conversation en espagnol à Teresa, fille du pianiste Robert Casadesus. Dans un autre roman écrit en 1973, Adieu la vie, adieu l'amour, Marsé introduisit tout un pan d'histoire de la résistance antifranquiste à Barcelone à partir de 1945 : «Un manifeste pour la liberté d'expression», selon l'écrivain Antonio Muñoz Molina, d'abord primé et publié au Mexique avant d'être édité en Espagne après la mort de Franco en 1975. «C'est un écrivain et un narrateur-né», disait de lui son agent littéraire Carmen Balcells, décédée en 2015, à laquelle il avait promis 10% de ses cendres s'il disparaissait avant elle…

Lauréat du prix Cervantès en 2008

Juste après sa naissance en 1933, sa mère meurt et son père, chauffeur, propose le nouveau-né à un couple sans enfant. Le bébé est ainsi adopté par une infirmière et un «dératiseur» de cinémas et devient Juan Marsé Carbo. Dans l'après-guerre civile, remportée en 1939 par les troupes nationalistes de Franco, son père adoptif va en prison comme «rouge» (communiste) et républicain, racontera-t-il. Lui-même quitte l'école dès ses 13 ans pour devenir ouvrier en joaillerie : «Le besoin d'apporter un autre salaire à la maison me libéra d'un collège ennuyeux où l'on ne m'apprenait qu'à chanter le Cara al sol [hymne de l'extrême droite et du franquisme, Ndlr]) et réciter le rosaire», dira-t-il.
À 24 ans, pendant son service militaire, il esquisse son premier roman : Enfermés avec un seul jouet (1960), centré sur une jeunesse bourgeoise désorientée après la guerre civile. L'ouvrier épate d'autant plus le monde littéraire que «presque tous les écrivains, du moins à Barcelone, étaient issus de la bourgeoisie», a-t-il relevé. Dès lors, il ne va plus cesser de reconstruire dans ses romans le quartier populaire de son enfance, mêlant baraques et terrains vagues, et souvent, faire revivre la Barcelone réprimée sous la dictature.
Parlant le catalan en famille, il écrivait en espagnol et valorisa toujours ce qu'il appelait «la dualité culturelle et linguistique de la Catalogne. Marsé a reçu de nombreux prix littéraires, dont le Planeta 1978 pour La Fille à la culotte d'or. En 2008, à la réception du prix Cervantes, il s'était revendiqué «amoureux inconditionnel de la fiction». Celle qui, disait-il, parvient à avoir «plus de poids et de solidité que le réel, plus de vie propre et plus de sens».

AFP

beauté

Les étirements, que tu peux faire à la maison, t'aideront à brûler facilement les graisses !

Lorsqu'il s'agit de perdre du poids, beaucoup d'entre nous pensent, à tort, que seul un entraînement cardio intensif puisse permettre d'atteindre cet objectif. Cependant, les étirements s'avèrent également très utiles pour améliorer le métabolisme, la circulation sanguine, et même la structure musculaire. De plus, s'ils sont pratiqués régulièrement, le stretching et certaines poses de yoga peuvent aider à brûler les graisses de façon remarquable. Cet article sera l'occasion de te le prouver... Sympa a rassemblé pour toi divers exercices d'étirement que tu peux facilement réaliser à la maison, et qui te seront fortement utiles pour ton objectif de perte de poids.

Pourquoi ces exercices sont-ils vraiment efficaces ?
1. Ils brûlent des calories. Peut-être pas autant qu'un cours d'aérobic intense, mais beaucoup plus que si tu restes assis.
2.Ils accélèrent le métabolisme. De nombreuses postures aident à équilibrer le système digestif.
3. Ils réduisent le stress. Il est plus difficile de perdre du poids si ton corps est stressé, car il a tendance à stocker de la graisse. Mais, si tu pratiques des étirements en douceur, tu retrouveras le calme et l'équilibre.
4. Ils développent les muscles. Chacune de ces postures implique divers groupes musculaires, et t'aide ainsi à te construire un corps plus fort.
Chaque jour, tu vas t'approcher un peu plus du corps de tes rêves ! Rejoins-nous pour une séance d'étirement efficace !

Pourquoi ces exercices sont-ils vraiment efficaces ?
3. Le guerrier
Cet exercice cible les zones suivantes : les hanches, le dos et les abdominaux.
Comment l'effectuer :
1. À partir d'une position debout, fais un grand pas avec ton pied gauche vers l'arrière de ton tapis, et fais pivoter ce pied de 45 degrés vers le centre du tapis
2. Fléchis ta jambe droite à 90 degrés, de sorte que ton genou soit exactement au-dessus de ta cheville. Garde ta jambe arrière tendue
3. Étire tes bras vers le haut
4. Maintiens cette position pendant 25 à 30 secondes, puis change de jambe et répète le mouvement

4. Le pont
Ces 12 étirements, que tu peux faire à la maison, t'aideront à brûler facilement les graisses !
Cette position est efficace pour cibler les zones suivantes : hanches, fessiers, jambes et abdos.

Comment l'effectuer :
1. Allonge-toi sur le dos, les bras tendus sur les côtés, les genoux fléchis à 90 degrés
2. Soulève lentement ton corps vers le haut
3. Appuie tes épaules et le haut du dos sur le sol
4. Maintiens la position pendant 10 à 15 secondes

5. La flexion latérale
Ces 12 étirements, que tu peux faire à la maison, t'aideront à brûler facilement les graisses !
Cet exercice cible la hanche, les quadriceps et les ischio-jambiers.
Comment l'effectuer :
1. Effectue une flexion avec ta jambe droite sur le côté, jusqu'à ce que le genou soit fléchi à 90 degrés
2. Ta jambe gauche est tendue vers le côté gauche, ton pied gauche est posé à plat sur le sol
3. Penche le haut du corps légèrement en avant
4. Maintiens cette position pendant 25 à 30 secondes, puis change de côté.

Météo

Mardi 21 juillet : 30°C

Dans la journée :
Ciel dégagé
max 30°C ressentie 24°C
Vent modéré de sud

Dans la nuit :
Ciel dégagé
18°C ressentie 20°C
Vent modéré d'ouest

Alger :
Lever du soleil : 05:35
Coucher du soleil : 20:12

beauté

Un remède de grand-mère contre les remontées acides

Reflux, stress, repas copieux ou pris sur le pouce... notre estomac a de quoi être malmené ! Pour soulager brûlures et remontées acides, nos grands-mères avaient une solution étonnante : boire un jus de pomme de terre crue.

La pomme de terre est un aliment relativement alcalin, autrement dit, elle neutralise l'excès d'acidité. En boire le jus prévient ainsi des aigreurs d'estomac provoquées par une augmentation des sécrétions acides en cas de stress ou après un repas trop copieux, par exemple. De plus, grâce à sa teneur en cellulose - des fibres alimentaires non solubles -, le tubercule agit comme un pansement gastrique et protège les muqueuses du tube digestif. Ce qui est parfait pour limiter la désagréable sensation de gorge en feu déclenchée par les remontées acides en cas de reflux gastro-œsophagien !

Les bons réflexes
•Ne pas consommer de pommes de terre vertes ou germées. Comme de nombreux autres légumes, elles renferment en effet de la solanine, une substance produite par le tubercule pour se protéger des insectes. Cette substance étant toxique pour l'homme, son ingestion en grande quantité peut être responsable de divers troubles digestifs, tels que nausées, diarrhée...
• Les conserver dans un endroit sombre, bien sec et aéré. Et éviter la congélation, qui les fait noircir.

La recette du jus de pomme de terre crue
Brosser deux pommes de terre, de préférence bio, sous l'eau froide.
Enlever les éventuels «yeux» (les points noirs) et les parties abîmées.
Couper les pommes de terre en petits morceaux, sans en enlever la peau.
Mettre les morceaux dans une centrifugeuse ou un extracteur de jus.
Presser et ajouter un demi-verre d'eau si le résultat semble trop épais.
Ajouter le jus d'une demi-carotte ou encore une cuillerée à café de miel pour adoucir le goût, pas très agréable.
Boire un demi-verre de la préparation trois fois par jour, avant chaque repas.

Recette du jour

SABLÉS NOIX DE COCO CARAMEL

INGRÉDIENTS
- 250 g de margarine
- 4 cuillères à soupe d'huile
- 1 verre de sucre glace
- vanille
- 1/2 verre de noix de coco
- sel
- 1 verre de maïzena
- 2 œufs
- 1 paquet de levure
- farine
- caramel (fait maison ou du marché)

Préparation :
Travailler la margarine en pommade avec le sucre et y ajouter l'huile et le sel ainsi que les œufs un à un, bien mélanger puis incorporer la maïzena et la levure petit à petit et pour finir la noix de coco et la farine jusqu'à obtention d'une pâte souple et bien lisse. Former des boules de 25 g et les placer dans les moules en silicone. Enfourner à 180°C /th 4 jusqu'à obtention d'une belle couleur dorée.
A la sortie du four, laisser refroidir un peu et saupoudrer de sucre glace puis remplir le creux de caramel (y ajouter des concassé ou laisser simple d'après votre goût).

Horaires des prières

Mardi 30 dhou el qada 1441 : 21 juillet 2020
Dhor 12h50
Asser 16h42
Maghreb 20h12
Icha 21h52

Mercredi 1 dhou el hidja 1441 : 22 juillet 2020
Fedjr 03h38

numéros utiles

SANTÉ
Samu :
021.67.16.16/67.00.88
CHU Mustapha :
021.23.55.55
CHU Ben Aknoun :
021.91.21.63
CHU Beni Messous :
021.93.11.90
CHU Baïnem :
021.81.61.13
CHU Kouba :
021.58.90.14
Ambulances :
021.60.66.66
Dépannage Gaz :
021.68.44.00
Dépannage Electricité :
021.68.55.00
Service des eaux :
021.58.32.32/58.37.37

SÉCURITÉ
Protection civile :
021.61.00.17
Sûreté de wilaya :
021.63.80.62
Gendarmerie :
021.62.11.99/62.12.99

ADRESSES UTILES
Aéroport Houari-Boumediene
021.54.15.15
Air Algérie (Réservation)
021.28.11.12
Air France :
021.73.27.20/73.16.10
ENMTV :
021.42.33.11/12
SNTF :
021.76.83.65/73.83.67
SNTR :
021.54.60.00/54.05.04
Hôtel El-Djazaïr :
021.23.09.33/37
Hôtel El-Aurassi :
021.74.82.52
Hôtel Hilton :
021.21.96.96
Hôtel Sofitel :
021.68.52.10/17
Hôtel Sheraton :
021.37.77.77
Hôtel Mercure :
021.24.59.70/85

Belmadi :

«Aborder la CAN-2022 avec l'objectif de préserver notre titre»

➔Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a d'ores et déjà annoncé la couleur en dévoilant son ambition d'aborder la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN-2022) au Cameroun pour l'emporter et défendre un titre reconquis en 2019.

«Notre objectif pour la CAN-2022 est très clair : défendre crânement notre titre. Le report de cette phase finale (prévue initialement en 2021 mais renvoyée à 2022 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus Covid-19, ndlr), sera une occasion pour nous de voir à l'œuvre plusieurs joueurs capables de renforcer la sélection», a-t-il indiqué dimanche dans un entretien accordé au site officiel de la Fédération algérienne.

Belmadi s'exprimait à l'occasion du premier anniversaire de l'exploit réalisé par l'Algérie lors de la CAN-2019 disputée en Egypte. Les «Verts» avaient conclu par la plus belle des manières un parcours sans faute, en battant en finale le Sénégal de Sadio Mané (1-0), au stade international du Caire.

■ Belmadi, l'homme qui a su reconstruire les Verts. (Photo › D. R.)

«C'est tout à fait logique de voir de nouveaux joueurs intégrer les rangs de l'équipe nationale à l'avenir. J'ai une liste de jeunes éléments qui pourront nous rejoindre. Les champions d'Afrique 2019 ne vont certainement par laisser l'occasion à d'autres, mais il y aura probablement du nouveau, d'autant que l'année 2022 coïncide également avec la Coupe du monde», a-t-il ajouté. Invité à revenir sur l'épopée des Algériens en Egypte, Belmadi s'est rappelé de la difficulté qu'il a eue au début pour établir la liste des 23 joueurs retenus pour la phase finale.

«Ce n'était pas une mince affaire. Le choix des joueurs était difficile, comme la décision d'écarter Yassine Benzia. Nous étions dans l'obligation de penser à toutes les éventualités. Le deuxième problème que nous avons rencontré est celui de trouver l'équilibre entre les joueurs qui manquaient de fraîcheur physique et les autres», a-t-il souligné.

«La Côte d'Ivoire, adversaire le plus difficile»

Interrogé sur le tournoi, dominé de bout en bout par les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez, Belmadi a estimé que le match face à la Côte d'Ivoire, comptant pour les quarts de finale, à Suez (1-1, aux t.a.b : 4-3) était le plus difficile. «L'opposition face aux Ivoiriens était l'un des rendez-vous les plus difficiles de la compétition. Les sentiments des uns et des autres se sont mélangés entre stress, colère, et au final une joie indescriptible. Lors de ce match, Bounedjah a raté un penalty qui nous a empêchés de sceller la rencontre dans le temps réglementaire. Durant la prolongation, nous avons continué à presser l'adversaire. Ce dernier était contraint de reculer, c'est à ce moment-là que je me suis dit que cette équipe est forte pour avoir bousculé un grand d'Afrique comme la Côte d'Ivoire». Avant de poursuivre : «Après la fin de la rencontre, j'ai clairement signifié aux joueurs qu'il fallait passer par ce genre d'épreuve difficile pour espérer remporter le sacre. Depuis le début du tournoi jusqu'à la finale, chaque match avait sa propre histoire».

Enfin, Belmadi a mis en exergue son excellente relation avec ses joueurs qui, selon ses propos, méritent toutes les louanges. «Notre relation avec les joueurs fait partie de la nature de notre travail. Ce sont eux qui font l'évènement sur la pelouse, le staff technique n'a qu'à instaurer une philosophie de jeu. Nous essayons de les aider et les orienter, mais c'est aux joueurs que revient la tâche d'appliquer la rude mission sur le terrain. Je suis quelqu'un qui veut être proche des joueurs qui sont les champions car ils ont combattu pour réaliser tout avec l'équipe nationale», a-t-il conclu.

R. S.

JM Oran-2022

Adoption de résolutions lors de la réunion du Conseil exécutif du COJM

➔Plusieurs résolutions ont été adoptées dimanche à Oran à l'issue des travaux du conseil exécutif du Comité d'organisation des Jeux méditerranéens, prévus en 2022 dans la capitale de l'ouest, tenus dimanche sous la présidence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi.

Les résolutions adoptées à l'occasion concernent quatre volets liés aux infrastructures sportives, à l'organisation générale, à l'aspect financier et à la communication et promotion des jeux, a-t-on indiqué dans un document du ministère remis à la presse. Concernant le premier volet, des instructions fermes ont été données pour «redoubler les efforts afin de permettre la réception des infrastructures sportives dans les délais impartis». Il a été recommandé, à cet effet, de «faire participer les représentants du COJM dans le suivi des travaux de réalisation et de rénovation des installations sportives, tout en veillant à leur conformité avec les critères techniques internationales». Des orientations pour la réussite des JM, dépendante d'une bonne organisation de l'événement, ont été données par Sid Ali Khaldi qui était accompagné de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports chargée du sport d'élite, Salima Souakri. Elles portent, notamment, sur l'accélération de l'opération d'élaboration du cahier des charges relatif aux équipements et différents services et leur publication. Dans le même volet, il a été recommandé, entre autres, «l'installation, dans les meilleurs délais, de la commission des experts chargée des préparatifs des cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19e édition des JM», ainsi que «la rationalisation des dépenses, tout en assurant une gestion transparente de l'argent public». Le COJM est censé également «diversifier ses sources de financement, en dehors du budget de l'Etat, en décrochant des contrats de sponsoring auprès d'entreprises publiques et privées». Enfin, le COJM a été instruit d'adopter une «stratégie de communication efficace pour assurer une promotion adéquate à cet important événement à travers tout le territoire national et même à l'étranger».

Par ailleurs, le ministre a rappelé «l'importance accordée par les pouvoirs publics, à leur tête le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, à ce rendez-vous, à travers lequel l'Algérie, qui l'organise pour la deuxième fois de son histoire après avoir accueilli l'édition de 1975 à Alger, ambitionne de prouver ses capacités d'organiser, dans la réussite totale, des manifestations sportives de haut niveau, ainsi que d'autres dans différents secteurs».■

Ligue 1 française

Slimani dans le viseur de Lille, Monaco veut le récupérer

➔Le club français de Lille voudrait s'attacher les services d'Islam Slimani, de même que Monaco, où l'attaquant international algérien a joué la saison dernière à titre de prêt, qui voudrait le récupérer, a rapporté France Football. Selon le magazine sportif, les discussions entre les dirigeants de Lille et ceux des «Foxes» de Leicester City «sont déjà ouvertes». Pour les recruteurs de Lille OSC, Islam Slimani (32 ans) est un «bon coup» pour combler le départ libre de Loïc Rémy à Benevento (promu en Serie A la saison prochaine). S'ajoute le départ de Victor Osimhen vers Naples qui pousserait l'entraîneur Christophe Galtier à vouloir recruter deux renforts offensifs, a ajouté la même source.

Selon le média français, Marseille, également aux trousses du champion d'Afrique algérien depuis un certain moment, devrait redouter la concurrence du LOSC qui aura largement les moyens de conclure l'affaire, après avoir empoché près de 80 millions d'euros pour le départ d'Osimhen en Italie. Outre Lille et Marseille, l'AS Monaco souhaiterait le retour du joueur de Leicester City, après le licenciement de l'entraîneur Robert Moreno qui ne faisait pas confiance à l'Algérien. Pour les Monégasques, le prêt de Slimani «est loin d'avoir été un fiasco» avec notamment 9 buts et 7 passes décisives en 18 matchs de Ligue 1, selon France Football.Slimani (32 ans, 68 sélections, 27 buts) est le meilleur buteur de la sélection algérienne en activité. Depuis qu'il a rejoint l'Europe en 2013, il a déjà porté les couleurs de plusieurs clubs, dans quatre pays différents, à savoir le Sporting Lisbonne (Portugal), Leicester City et Newcastle United (Angleterre), Fenerbahçe (Turquie) et l'AS Monaco (France).■

FC Metz

Oukidja élu Grenat de l'année

➔Le gardien de but international algérien du FC Metz (Ligue 1 française de football) Alexandre Oukidja, a été élu Grenat de l'année (meilleur joueur), à l'issue d'un vote en ligne organisé auprès des supporters messins, a annoncé dimanche le club sur ses réseaux sociaux. «Au terme d'une saison 2019-2020 de haute volée, il (Oukidja) a été élu Grenat de l'année par les supporters messins», a tweeté le FC Metz. Arrivé de Strasbourg en 2018, Oukidja, qui fête ses 32 ans dimanche, figurait dans le Top 5 des gardiens ayant réalisé le plus d'arrêts (76%) en Ligue 1 lors de l'exercice 2019-2020, arrêté définitivement en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) . Utilisé à 27 reprises, il est parvenu à garder sa cage inviolée 8 fois. En mai dernier, la direction messine est parvenue à trouver un accord avec Oukidja pour une prolongation de contrat de deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2023.

Oukidja figure dans le Top 10 des gardiens de but les plus décisifs en Europe, selon des statistiques dévoilées par le site spécialisé Opta sports. Il a occupé la 9e position avec un taux de 75,97% de pourcentage d'arrêts réalisés. Il avait été convoqué pour la première fois chez les «Verts» à l'occasion du match en déplacement face à la Gambie à Banjul (1-1), le 8 septembre 2018, dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations-2019. Il faisait partie des 23 joueurs champions d'Afrique, lors de la dernière CAN-2019 disputée en Egypte.■

EN DEUX MOTS

Coupe de France : Boudebouz en forme avant la finale

Le milieu de terrain international algérien de l'AS Saint-Etienne, Riyad Boudebouz, auteur de trois buts en deux matches amicaux, est en forme avant la finale de la Coupe de France de football, prévue vendredi contre le Paris Saint-Germain. Le dernier but en date pour l'ancien Sochalien (30 ans) remonte à samedi, contre la formation belge d'Anderlecht. Il a obtenu un penalty juste avant la mi-temps, avant de se charger lui-même de le transformer.

Un but qui a permis aux «Verts» de revenir au score (1-1), avant finalement de s'incliner (2-1) devant les Belges. Les deux autres buts de l'international algérien ont été inscrits lors du match amical précédent contre Charleroi, un autre pensionnaire du championnat de Belgique.

Ce rendement rassure son entraîneur Claude Puel, à quelques jours de cette importante confrontation contre l'ogre parisien, sacré champion de France 2020 et qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions.

LA NR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1er-Mai - Alger.
Tél. : 021 67.10.44/67.10.46
Fax : 021 67.10.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**
Directeur commercial : **Ouahid Kouba**.
Composition **PAO** *La Nouvelle République* Impression Alger : **SIMPRAL**.
Tirage : **2500** exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.
Diffusion centre : **SEDICOM**.
Ouest : **SPDO**. Est : ***El Khabar***. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 67.10.72. Fax : 021 67.10.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

en direct
Ligue 1 française
Slimani dans le viseur de Lille, Monaco veut le récupérer

le match à suivre
Belmadi
«Aborder la CAN-2022 avec l'objectif de préserver notre titre»

football
Coupe de France
Boudebouz en forme avant la finale

FAF, MJS, AGEx...

Une chance pour se comprendre

Jamais, le football n'a été aussi mouliné qu'il ne l'est depuis que l'arrêt du championnat a été décidé. Tout était dit dès le début. Peut-être que la manière manquait un peu d'art.

Zetchi contrarié par la réaction du MJS. (Photo › D. R.)

Les communiqués et les déclarations se multiplient pour mettre en route les débats dans toute sa transparence, même si quelques techniques font encore défaut. En face, les clubs, pas tous, s'arment de discours et de propositions, non pas pour contrecarrer ce que prévoyait la Fédération algérienne de football, mais pour répondre à ceux qui considèrent à «l'unanimité d'eux-mêmes» qu'ils sont les champions de la saison, et ils y resteront avec les 3 points d'avance sur leur poursuivant et 4 points sur le quatrième. Les déclarations s'enchaînent que ce soit du côté de l'immeuble du champ de manœuvre que de Dely Ibrahim. Les uns organisent des réunions à l'Est, à l'Ouest et même au Centre. L'autre partie appelle au respect des recommandations ministérielles. Les premières réactions s'affichent avec précautions pour un arrêt du championnat. On notera dès lors que l'optimisme et le pessimisme ne sont en fait que des attitudes de spectateurs. Il est tout à fait logique qu'un président d'un club ne se posera pas la question quand sera joué le match mais comment le gagner, et il cherchera à connaître tout ce qui pourrait influer sur sa stratégie. Oubliant ainsi comment construire ce football, comment être les acteurs du football de demain. Ce qui se passe aujourd'hui, est peut être une occasion pour procéder aux différents réglages d'une communication et d'un travail au profit du sport. L'on s'interroge si les déclarations produites ont-elles réussi à situer le niveau de la problématique ? Cela dépend sous quel angle sommes-nous placés pour y répondre. Le plus important, c'est qu'elle ne favorise pas la totale mobilisation des gestionnaires des clubs autour de ce qui menace le football. Aujourd'hui, la pandémie demain autre fait qui mettra à rude épreuve ces mêmes gestionnaires. Comment alors ou quelle stratégie utilisera-t-on pour faire que le passé ne soit pas une répétition du présent, et celle du présent ne soit pas celle du future. Alors, reprendre ou pas, après une interruption de 4 mois ? Pour se faire, le président de la FAF avait décidé de tenir une AG pour prendre et confirmer la température de l'ensemble des présidents de clubs, sur cette question, et pourquoi pas sortir avec une décision finale. Que tout le monde s'exprime ! C'est l'une des plus belles options qui ferait avancer les pions sur cet échiquier. La tenue de l'AG serait la meilleure démarche à la condition d'un accord des pouvoirs publics et de la tutelle, dans le strict respect des règles sanitaires, des gestes barrières et de distanciation physique. Pas question de laisser passer cette occasion qui serait une expérience à mettre sur le compte de la FAF. Tester le niveau des gestionnaires sur des questions qui iraient dans le sens de l'intérêt des clubs, quitte à ce que des contradictions viendraient à montrer leur nez lors de cette opération pas très marketing, mais entretiendra ses idées pour qu'elles ne soient pas épuisées. On ira vers une AGEx, la FIFA qui n'a rien à voir avec de pareilles situations, l'a été par loyauté qu'autre chose en donnant son aval. Trois options connues sont mises sur la brèche et qui sont : 1/ Décréter la saison blanche avec zéro partout. 2 / Saison sans relégation mais avec une accession. 3/Une saison avec relégation et accession. Et dans ce cadre, et pour permettre a tous de s'exprimer une énième fois, la FAF fera appel aux technologies et pour l'option de la consultation écrite. On n'a pas encore sifflé la fin de la partie que le ministre de la Jeunesse et des Sport transmet ce samedi un message à la Fédération de football, où il considère la demande formulée par la FAF relative à «une assemblée générale ordinaire dans une session extraordinaire» comme une entorse à la réglementation et une manœuvre. «Si l'objectif de cette demande est d'organiser l'AGO, les statuts de la FAF précisent ses conditions d'organisation. Si l'objectif est de tenir l'AGEx, intervient alors l'article 29 alinéa 6 des statuts de la FAF qui détermine avec précision qu'elle peut être tenue dans trois cas, à savoir le changement du lieu du siège de la FAF, la modification des statuts et la dissolution de la fédération. Si l'objectif de cette demande est de faire une consultation élargie à tous les acteurs du football, nous considérons que cette consultation est possible sans piétiner les statuts de la FAF», souligne le MJS dans sa réponse. La tutelle rappelle à ce titre «son communiqué du 9 juillet 2020 qui n'autorise pas la reprise des compétitions sportives dans les conditions actuelles et ce, selon les recommandations du comité scientifique pour le suivi de la Covid-19». En clair, pas d'AGEx, mais des réunions de consultation avec les clubs notamment (pros et amateurs) pour trancher la question de l'avenir de l'exercice 2019-2020 est possible.

H. Hichem

A voir
- BeIN Sports 2 : Atalanta Bergame - Bologne à 18h30
- Canal + Sport : Aston Villa - Arsenal à 20h

La Der

Bahloul : «Nous allons recourir à une consultation écrite dès cette semaine»

La Fédération algérienne de football va recourir à une consultation écrite «dès cette semaine» auprès des clubs et différentes Ligues pour se prononcer sur l'avenir de la saison 2019-2020, suspendue depuis mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé dimanche le membre du bureau fédéral, Amar Bahloul.
«Suite au refus du ministère de la Jeunesse et des Sports de nous donner l'autorisation d'organiser une assemblée générale extraordinaire, nous allons envoyer dès cette semaine des formulaires aux différents clubs professionnels et Ligues, pour se prononcer sur la suite à donner à cette saison», a indiqué à l'APS Bahloul, président de la commission de coordination avec les Ligues. Le bureau fédéral de la FAF a décidé mercredi dernier de convoquer une AGEx pour se prononcer sur l'avenir des compétitions. L'instance fédérale veut soumettre à l'AG trois propositions dans le cas où cette dernière viendrait à valider l'arrêt définitif de la compétition.
La première consiste à décréter une saison blanche, la seconde de figer le classement à la dernière journée jouée pour tous les paliers et consacrer les champions, promus et relégués, et la troisième de désigner les champions et les promus, mais pas les relégués.
Mais la tutelle a opposé samedi une fin de non-recevoir, considérant que ce procédé (AGEx) ne figurait pas dans les statuts de l'instance fédérale.
«Une fois que nous aurons reçu la position des membres de la FAF par rapport à la reprise ou non des championnats, nous allons notifier les résultats par une commission à sa tête un huissier de justice, avant de les soumettre au bureau fédéral pour adoption», a-t-il ajouté.
Par ailleurs, Bahloul est revenu sur le communiqué du MJS diffusé à travers les réseaux sociaux et la presse, et la correspondance envoyée par la tutelle à l'instance fédérale.
«La FAF a reçu un courrier respectueux dans lequel le MJS nous fait savoir que nous ne pouvons pas organiser une AGEx pour des raisons réglementaires.
La phrase (C'est une invention réglementaire mais aussi une improvisation (esquive)) qui figure dans le communiqué diffusé sur les réseaux sociaux et repris par la presse nationale, est absente de la lettre adressée par la tutelle à la FAF», a-t-il conclu.